

La Péniche

le journal
étudiant de Sciences Po



LA PÉNICHE

Journal étudiant de
Sciences Po Paris

lapeniche.net

PRÉSIDENT

Paul Chambellant

RÉDACTEURS EN CHEF

Max Cocard
Albert Ghazaryan
Lola Richard--Magnette

TRÉSORIER

Pierre Raillard

RÉDACTEURS

Gabriel Caputo
Paul Chambellant
Quentin Charlaix
Dana El Karouni
Albert Ghazaryan
Jimmy Hu
Pierre Ilongo
Julia Jadzinska
Thomas Knight
Grégoire Mauduit
Liana Pohanian
Maëlle Pottecher
Matthieu Salemi
Laila Sirriyah
Nikola Stanicic

DESSINATEUR

Juan-Lobo Hispano López

IMPRESSION

Centr'Imprim
Tiré à 300
exemplaires

POUR TOUTE QUESTION :

lapenichenet@gmail.com

Édition avril 2025

La Péniche
Association loi 1901



L'édito de la Péniche

Par Max Cocard

Alors que les repères vacillent et que les certitudes s'effondrent, les multiples crises — à la fois géopolitiques, sociales, économiques et environnementales — risquent d'exaspérer les démocraties libérales. Face à ce danger, le rôle des journalistes reste fondamental. En tant que quatrième pouvoir, la presse incarne un contre-pouvoir essentiel à la vitalité démocratique. Le respect de la liberté d'informer et de la pluralité médiatique est plus que jamais crucial. Car lorsque ces principes sont détournés au profit d'intérêts idéologiques portés par une minorité influente, le journalisme, au lieu de protéger la démocratie, risque d'en précipiter la chute.

À l'ère de la post-vérité — dans laquelle les émotions et opinions remplacent les faits — les médias se doivent de préserver la qualité ainsi que la véracité de l'information. Pour l'existence d'une presse libre, indépendante et éclairée, **La Péniche** s'engage à promouvoir différents courants de pensée, diverses idéologies ainsi que des bords politiques divergents.

À travers ses articles portant aussi bien sur les mouvements propalestiniens que l'idéologie du gaullisme, cette édition aspire à mettre en avant les contributions de la communauté étudiante de Sciences Po, tout en apportant les réponses de Luis Vassy dans une interview exclusive. La couverture de l'affaire Ian Larry, de l'instrumentalisation des jeunes femmes dans la guerre, ou encore du patrimoine des khatchkars, permet également de donner une voix à des récits historiquement marginalisés. Les trois grands thèmes — vie étudiante, vie culturelle et enjeux contemporains — se donnent pour objectif d'informer et d'analyser l'actualité avec rigueur et déontologie. Plus que jamais la presse écrite se doit d'inspirer confiance et crédibilité en restant une référence d'honnêteté. Avec leurs articles, enquêtes et reportages, nos journalistes permettent l'existence d'un débat public sain et utile pour la démocratie.

Parce qu'au XXI^e siècle, les démocraties meurent dans les urnes et non par les balles, les citoyens méritent le droit à l'information.

EXCLU Entretien avec François Hollande : « Il ne faut pas chercher toujours la perfection, mais le progrès »

Par Albert Ghazaryan

Dans un contexte de questionnements quant à l'intégration européenne, l'avenir de l'État français mais aussi d'un monde très instable, l'ancien président de la République François Hollande exprime ses positions sur les maux actuels du monde et livre ses pensées quant à l'avenir institutionnel de notre pays.

Arménie, Ukraine, Syrie, Proche-Orient, Europe, institutions, proportionnelle, engagement : François Hollande a répondu à nos questions sur une variété de sujets au cours d'un entretien exclusif.



François Hollande dans son bureau,
le 24 mars 2025.

01 VIE ÉTUDIANTE p. 8 - 16

Que serait Sciences Po sans les engagements tant reconnus que contestés de ses étudiant(e)s ?

- Entretien avec Luis Vassy, directeur de Sciences Po
Paul Chambellant et Dana El Karouni p. 8 - 11
- Has climate activism lost its edge: from protests to politics
Julia Jadzinska p. 12 - 13
- Sciences Po et la question palestinienne : rétrospective
Maëlle Pottecher p. 14 - 16

02 VIE CULTURELLE p. 17 - 25

(Re)découvrez l'histoire de figures engagées et du patrimoine arménien, et naviguez à travers les offres théâtrales du moment.

- Une simple pièce : ton ticket d'entrée pour le septième ciel
Pierre Ilongo p. 17 - 19
- Comprendre le nazisme avec Johann Chapoutot
Quentin Charlaix p. 20 - 21
- Le Khatchkar : patrimoine et identité
Liana Pohanian p. 22 - 23
- Quand la science-fiction s'invite au Kremlin : l'affaire Ian Larri
Matthieu Salemi p. 24 - 25

03 ENJEUX CONTEMPORAINS p. 26 - 39

Entre montée des extrêmes, guerres et crise climatique : tentons de « comprendre notre temps ».

- The American reactionist revolution
Nikola Stanicic p. 26 - 29
- Comprendre les revirements de Donald Trump
Gabriel Caputo p. 30 - 31
- The dual weaponization of young girls at war
Laila Sirriyah p. 32 - 33
- Comment les banques financent la destruction de notre avenir avec notre argent
Grégoire Mauduit p. 34 - 35
- Semaine de l'IA à Paris : entre ambition et défis mondiaux
Jimmy Hu p. 36 - 37
- L'épanouissement du gaullisme pour une nouvelle Europe
Thomas Knight p. 38 - 39

François Hollande :

« Il ne faut pas chercher toujours la perfection, mais le progrès »

Propos recueillis par Albert Ghazaryan

Dans un contexte de questionnements quant à l'intégration européenne, l'avenir de l'État français mais aussi d'un monde très instable, l'ancien président de la République François Hollande exprime ses positions sur les maux actuels du monde et livre ses pensées quant à l'avenir institutionnel de notre pays.

La Péniche : L'administration, vous en êtes issu, vous la connaissez. Votre successeur a souhaité réformer la haute fonction publique, en remplaçant l'ENA par l'INSP, avec un concours d'entrée modifié, la suppression du classement de sortie et la fusion des grands corps de l'État en un unique corps des administrateurs de l'État. Cette réforme va-t-elle dans le bon sens ?

François Hollande : Des réformes, il en faut quand il s'agit de mieux faire travailler l'administration et d'assurer aussi une diversité dans son recrutement et notamment pour les emplois de dirigeant de ces administrations. Je ne vais pas mettre en cause la volonté d'ouvrir l'ENA et même d'en changer le nom – si tant est que cette terminologie le nom change l'institution. En revanche, il n'était pas bon de fusionner les corps de l'État et de remettre en cause des carrières qui se déroulaient – qui s'effectuent d'ailleurs toujours – pour la diplomatie, pour la préfectorale, ou encore pour les finances. Former des spécialistes n'empêche pas les mobilités indispensables.

Le système de cooptation n'est pas le bon.

De la même manière, si les grands corps doivent évoluer et s'ouvrir davantage, le système de cooptation n'est pas le bon. Il existait des classements, ils pouvaient toujours être discutés – notamment les disciplines qui étaient proposées pour les réaliser. Aujourd'hui, c'est chaque corps qui organise lui-même les modalités et l'accès, sans qu'on en connaisse les modalités. Je continue de penser qu'il faut garder le principe de l'examen, du concours et donc du classement.

Ne pourrait-on pas penser qu'il est plus logique que les hauts-fonctionnaires candidatent auprès des administrations, et non les choisissent ?

C'est légitime que l'administration puisse avoir ses préférences mais elle n'est pas une entreprise privée qui est rompue aux séances de recrutement. L'État ne va quand même pas avoir recours à des chasseurs de tête pour embaucher tel ou tel fonctionnaire. La motivation, la vocation, ça compte. J'ai connu des élèves de l'ENA (ou de l'INSP) qui passaient le concours pour être diplomate, préfet, ou être au Conseil d'État par exemple et, s'ils n'y arrivaient pas forcément, ils ne désespéraient pas pour autant de la fonction publique.

À propos de nos institutions, certains pensent que la Cinquième République est à bout de souffle. Dans votre livre *Les Leçons du pouvoir*, vous suggériez par exemple de supprimer la fonction de Premier ministre et de présidentialiser davantage le régime. Y êtes-vous toujours favorable ?

La constitution de la Cinquième République s'est révélée plutôt souple et plastique. C'est encore vrai aujourd'hui. Elle permet qu'un gouvernement qui n'a pas de majorité puisse durer et à un président désavoué après une dissolution d'aller au bout de son mandat. S'il faut une évolution institutionnelle, un véritable régime présidentiel mérite d'être considéré. Il donnerait paradoxalement beaucoup plus de pouvoir au Parlement, mais il présenterait l'inconvénient – et je le mesure – de verticaliser encore davantage la fonction présidentielle. Si on ne veut pas aller jusque-là, je préconise de revenir à ce moment-là aux origines même de la Cinquième République, avec un chef de l'État en surplomb qui fixe les grandes orientations, agit sur le plan international, et assure comme chef des armées la défense du pays et avec un gouvernement disposant au sein de l'exécutif d'une plus grande autonomie. Dans cette configuration, le scrutin proportionnel pourrait sûrement trouver sa justification avec la formation de coalitions, le temps des majorités absolues serait révolu.

C'est donc quelque part un changement d'avis, étant donné que vous vous disiez n'être pas favorable à la proportionnelle parce que cela favoriserait les extrêmes par le jeu des coalitions...

La politique évolue plus vite que nos esprits. Aujourd'hui, l'extrême droite a maintenant davantage à garder le scrutin majoritaire, et les partis républicains ont intérêt à la proportionnelle.

L'évolution de nos institutions peut aussi passer par l'Europe. Vous exprimiez l'idée d'un budget militaire commun avec l'Allemagne, et même de partager notre siège aux Nations Unies...

Je n'ai jamais été jusque-là. Je récusé l'idée possible de partager le siège des Nations Unies, dans le cadre d'une réforme du Conseil de sécurité pourtant souhaitable. En revanche, je milite pour un rapprochement entre la France et l'Allemagne, sur le plan militaire (ce que font les Allemands en se réarmant en ce moment). Ce moteur franco-allemand doit assurer la sécurité du continent.

L'Europe de la Défense ne se fera pas à 27.

Au niveau européen, cela ne nous conduirait-il pas à long terme à un État fédéral ?

Non, l'Europe de la Défense ne se fera pas à 27. Elle passera par des coalitions d'États qui iront plus vite que d'autres, pour régler les urgences et préparer les choix à long terme. Toute l'Europe ne peut pas aller au même rythme.

L'Europe peut-elle encore s'élargir en intégrant l'Ukraine, par exemple ? Vous disiez en 2023 à propos des accords de Minsk qu'ils avaient aussi permis de gagner du temps pour permettre à l'Ukraine de se réarmer pour se défendre. Cela veut-il dire que vous ne croyiez déjà plus ou pas à une paix durable entre l'Ukraine et la Russie ? En espérant que la fin de la guerre arrive vite, intégrer l'Ukraine dans l'UE permettrait-il de consolider la paix ?

Accueillir dans le moyen ou long terme l'Ukraine dans l'UE, c'est une perspective pour consolider l'économie ukrainienne et réaffirmer l'ancrage démocratique de l'Ukraine. Mais l'UE n'est pas une alliance militaire, donc l'adhésion de l'Ukraine



ne donnera aucun moyen supplémentaire à ce pays – si tant est que le processus d'adhésion débouche rapidement. Avec Minsk, l'Ukraine n'a pas gagné du temps, elle a fait en sorte de se réarmer pour prévenir le pire. C'est la Russie qui l'a ensuite envahie, ce n'est pas l'Ukraine qui a porté une attaque à l'égard de la Russie – et la Russie n'avait rien à craindre de l'Ukraine. Voilà pourquoi il est si important de donner des moyens militaires au pays agressé.

En France, des manifestations se sont tenues le 22 mars 2025 contre le racisme et différentes formes de discrimination ; le même jour un rabbin a été agressé à Orléans. Comment expliquer le fait que, aujourd'hui, en France, il y ait autant d'actes racistes et antisémites (plus de 1570 en 2024) ?

Une propagande agressive, hélas, s'est diffusée depuis des années contre l'État d'Israël. Cette propagande laisse penser que tout juif est un soutien du gouvernement de Netanyahou et est donc responsable de ce qu'il se passe à Gaza. Cette présentation fallacieuse et les menées complotistes n'est pas pour rien, quoiqu'en disent ses auteurs, dans la multiplication des actes antisémites. Lesquels s'alimentent des clichés traditionnels de l'extrême droite.

Pendant des mois après les attaques terroristes du 7 octobre, la population de la bande de Gaza a été bombardée par le gouvernement de Netanyahou. La perspective d'une paix s'est-elle éloignée après qu'il a rompu le cessez-le-feu en reprenant les bombardements ?

Oui, l'appui américain de Netanyahou par Trump explique pour beaucoup ce qu'il s'est produit ces derniers jours, c'est-à-dire la suspension de la trêve. Or, tout devrait être fait pour convaincre le gouvernement de Netanyahou de préparer un accord plus large pour l'avenir de Gaza, et d'une manière générale de la Cisjordanie, avec la Palestine dans son ensemble. Le rôle de l'Europe et des pays arabes est précisément d'exiger du Hamas de libérer les otages le plus vite possible – et de convaincre le gouvernement israélien de revenir à la raison et de ne pas entrer dans la logique de l'évacuation de la population de Gaza comme Trump en a scandaleusement fait l'hypothèse.

Il existe d'autres conflits, d'autres situations dont on parle moins, celle des Arméniens par exemple. Actuellement se tiennent en Azerbaïdjan des simulacres de procès des anciens responsables de l'Artsakh (Haut-Karabakh), qu'on aperçoit même sur les images avec des dents manquantes qui témoignent de la torture qu'ils subissent dans ces

prisons... Comment la France peut-elle les aider ? Du côté de l'UE, est-ce cohérent et moralement acceptable de qualifier Vladimir Poutine de « dictateur » et Aliyev de « partenaire fiable » et donc d'acheter du gaz azéri mais pas russe ?

En effet, d'autant que le lien entre l'Azerbaïdjan et la Russie est assez évident et que Poutine, en lâchant les Arméniens, a laissé les Azerbaïdjanais occuper des territoires sur lesquels ils n'ont aucun droit. Des négociations pour un traité de paix sont en cours, que l'Azerbaïdjan fait traîner, tenté par une reprise du conflit. Il faut donc être ferme à l'égard de l'Azerbaïdjan. Or, acheter de gaz russe, acheter du gaz à l'Azerbaïdjan, c'est entretenir les revenus de pays qui ne respectent pas le droit international.

Quelles réponses internationales serait-il possible de donner aux régulières cessions de micro-territoires arméniens et à la présence de soldats azéris sur le territoire arménien – sans même parler du cas du Haut-Karabakh ?

Le Haut-Karabakh a toujours été un territoire disputé. Il est occupé sans connaître le souhait de la population concernée puisqu'elle a été évacuée. Mais au-delà du Haut-Karabakh, il y a maintenant des zones qui sont occupées par l'Azerbaïdjan en toute illégalité.

Il y a eu une part de naïveté sur ce qu'était la coalition des forces qui avait pris le pouvoir [en Syrie].

Concernant la Syrie, la dictature de Bachar el-Assad a été renversée par une coalition de rebelles, incluant des djihadistes, des anciens d'Al-Qaïda, des terroristes – en tout cas considérés comme tels par une cinquantaine de pays. Quelques mois plus tard, 1300 civils ont été massacrés en quelques jours. Les responsables politiques occidentaux de manière générale se sont-ils réjouis trop vite ?

Il y avait des raisons de se satisfaire de la chute de Bachar el-Assad. Il a commis des crimes effroyables et a été pour partie à l'origine de la création de Daesh. Néanmoins, il y a eu une part de naïveté sur ce qu'était la coalition des forces qui avait pris le pouvoir. Dans cette coalition nous trouvons à la fois des vrais opposants au régime depuis toujours, des terroristes repentis – dont le chef actuel du gouvernement – des Turkmènes qui s'en prennent aux Kurdes... Ces derniers jours des exactions contre les Alaouites ont été relevées. Je suis à la fois très attentif à ce que ne se reproduisent pas des

règlements de comptes et à ce que soit stabilisé le nouveau régime. Il n'est pas possible de lever les sanctions si on n'a pas ces garanties-là. Les Français ont un lien historique et humain avec la Syrie. La France doit être sévère si des exactions sont commises, protectrice s'il faut accueillir des populations qui pourraient être victimes de ces agressions, et aussi disponible pour assurer la mutation démocratique de la Syrie.

Il ne faut pas chercher toujours la perfection, mais le progrès. [...] Tel est l'enjeu de la politique.

Ayant exercé la fonction de président de la République, seriez-vous d'accord pour dire que « le mieux est l'ennemi du bien » ?

Oui, c'est un principe qui se révèle assez juste dans beaucoup de domaines. Il ne faut pas chercher toujours la perfection, elle n'est pas nécessairement de ce monde. Il faut chercher le progrès, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. C'est-à-dire penser que le progrès est un chemin linéaire – même s'il peut y avoir quelquefois des bifurcations. Faire que nous puissions faire avancer l'humanité étape par étape. Tel est l'enjeu de la politique.

Le gouvernement de François Bayrou peut-il parvenir à progresser d'ici à 2027 sur des sujets importants, comme l'éducation, la sécurité ou les retraites ?

Il n'a ni ces objectifs ni les moyens d'y parvenir... Dans sa situation politique, les grandes réformes me paraissent difficilement à sa portée. À partir de là, il lui revient de gérer le pays au mieux, d'éviter les régressions et de donner sa chance au dialogue social, ce qui s'est ouvert pour les retraites. Quand un gouvernement n'a pas de majorité, il lui revient de s'appuyer sur la société, c'est elle qui va lui donner la force dont il manque.

D'ailleurs, sur le sujet des retraites, certains ont été étonnés qu'après votre quinquennat, vous vous inscriviez dans un programme ou une ambition de la ramener à l'âge de 60 ans...

Non, je n'ai jamais pris cette position. J'ai fait voter la réforme dite Touraine dont l'objectif était d'allonger la durée de cotisation – c'est à mon avis le meilleur des systèmes dans un régime de répartition –, garder l'âge de 62 ans – même si on sait qu'un certain nombre de nos compatriotes partent après – mais permettre aussi à ceux qui ont travaillé longtemps de partir avant. C'est pour cette raison que la borne d'âge n'est pas le système le plus juste.

Auriez-vous des conseils à donner aux jeunes qui veulent s'engager dans la chose publique ?

Oui, adhérer à un parti politique. C'est ce que vous avez de mieux à faire. Si vous pensez que la démocratie ne va pas bien – ce qui est vrai – si vous pensez qu'il y a un risque pour l'avenir du pays, alors engagez-vous. ■

Si vous pensez que la démocratie ne va pas bien, [...] qu'il y a un risque pour l'avenir du pays, alors engagez-vous.

POUR ALLER PLUS LOIN

Ces derniers mois, Emmanuel Grégoire, Alexandra Martin, Olivier Marleix, Philippe Juvin et Manuel Bompard ont également répondu à nos questions sur des sujets variés.

Retrouvez tous nos entretiens passés et futurs avec des hommes et femmes politiques sur lapeniche.net.

Luis Vassy : « Je n'ai pas de plan de faire quoi que ce soit de différent de ce que je fais actuellement »

Propos recueillis par Paul Chambellant et Dana El Karouni

À la tête de Sciences Po depuis le 1^{er} octobre 2024, Luis Vassy a opéré un changement de trajectoire majeur pour l'institution, non sans accrochages. Manifestations propalestiniennes, police sur le campus, « réserve institutionnelle », dîner avec CNews, projets de réformes... Dans ce premier entretien accordé à un média étudiant, le directeur de Sciences Po revient sur les épisodes qui ont marqué le début de son mandat.

La Péniche : Vous êtes fils de réfugiés politiques – un père uruguayen et une mère argentine – et avez vécu en HLM. Êtes-vous fier de votre parcours ?

Luis Vassy : Franchement, je ne tire aucune fierté particulière de mon parcours. Je trouve malgré tout que l'on perd parfois de vue que la France est un pays où mon parcours est possible. Même si on est lucide sur les mécanismes de reproduction sociale et les difficultés spécifiques auxquelles sont confrontés les enfants issus de milieux populaires, on est quand même dans un pays où ce genre de trajectoire est rendue possible par l'école. Donc je tiens beaucoup à la mission émancipatrice de l'école, parce que ça fait partie de mon histoire.

Pourquoi avoir candidaté à la direction de Sciences Po, malgré les scandales qui ont par deux fois entaché le poste et tous les remous qu'a connus Sciences Po l'année dernière ?

J'ai toujours eu un très grand intérêt pour la question d'éducation et d'enseignement supérieur. Sciences Po est un endroit très particulier, et la responsabilité qu'a cette institution de former une partie des dirigeants du pays rend cette mission à la fois sensible et passionnante. Et puis, venant de la diplomatie, le chemin d'internationalisation qu'a pris Sciences Po depuis 20 ans m'intéressait également. J'ai été en Inde, à Singapour, à Taïwan, aux États-Unis... et j'ai vu à chaque fois comment Sciences Po, qui était à peu près inconnue sur la scène internationale il y a 25 ans quand j'y étais étudiant, est devenu un objet qui rayonne énormément dans le monde entier.

Serait-il envisageable pour vous de retourner à votre carrière de diplomate un jour ?

Je pense que la diplomatie est l'un des plus beaux métiers du monde et j'ai été très heureux de le faire. J'étais justement venu faire mes études à Sciences Po pour devenir diplomate. Aujourd'hui je n'ai pas de plan de faire quoi que ce soit de différent de ce que je fais actuellement, en revanche je recommande ce métier pour les étudiants que l'international intéresse. C'est un métier, par définition, très ouvert sur le monde, donc il faut être curieux, faire preuve d'empathie et de curiosité, s'intéresser aux autres pour essayer de les comprendre, et puis aussi faire avancer les intérêts de son pays.

C'est vrai que par le passé, il y a eu des prises de position institutionnelles. D'abord je ne juge pas ce qui a été fait à l'époque, je me souviens aussi que même des écoles primaires prenaient position sur la guerre en Ukraine. Est-ce que pour autant c'était ce qu'il fallait faire ? Je pense que rétrospectivement, la réponse est plutôt non.

Vous parlez beaucoup de réserve institutionnelle. Qu'est-ce que ça veut dire sur le positionnement politique de Sciences Po, alors que l'institution avait condamné l'invasion de l'Ukraine en février 2022 ?

Comme vous le savez, Marie Mawad, la doyenne de l'école de journalisme, Florence Haegel, qui préside le conseil scientifique, et Jérémie Perelman, directeur des relations internationales de Sciences Po, ont produit un rapport sur le sujet. Ce rapport préconise l'adoption d'une doctrine de réserve institutionnelle, et a été adopté à une très large majorité au conseil de l'Institut. En effet, nous sommes arrivés à la conclusion que le fait pour l'institution de prendre position sur des sujets politiques ou géopolitiques pouvait être de nature à réduire la liberté d'expression de ceux qui ne partagent pas le point de vue de l'institution.



Luis Vassy dans son bureau, le 11 avril 2025 / © Paul Chambellant

Alors c'est vrai que par le passé, il y a eu des prises de position institutionnelles. D'abord je ne juge pas ce qui a été fait à l'époque, je me souviens aussi que même des écoles primaires prenaient position sur la guerre en Ukraine. Est-ce que pour autant c'était ce qu'il fallait faire ? Je pense que rétrospectivement, la réponse est plutôt non. Et si on retourne encore plus loin dans les racines historiques, on peut se souvenir qu'Émile Boutmy, qui a eu à gérer l'affaire Dreyfus en tant que directeur de Sciences Po, s'était engagé personnellement en soutien à Dreyfus, était intervenu notamment au Sénat, avait fait du lobbying, et pour autant a toujours refusé que l'école en tant qu'institution prenne position pour exactement les raisons que je vous donne. Il avait une phrase, je crois, qui était que le seul parti de Sciences Po est le parti de la science. Donc je pense que c'est un bon point d'équilibre.

Évidemment que je ne prends aucun plaisir à requérir la force publique, mais néanmoins, je voudrais qu'on garde à l'esprit que la responsabilité est celle de ceux qui tentent de bloquer Sciences Po, puisqu'ils prennent la responsabilité de vouloir bloquer l'institution. Or elle a une mission à mener à bien, qui est une mission d'éducation, de recherche, d'enseignement, de débat libre.

Beaucoup d'étudiants, notamment internationaux, se sont sentis inquiétés et intimidés par la forte présence policière sur le campus en réponse à des mobilisations propalestiniennes à Sciences Po – ce qui n'était presque jamais arrivé avant votre arrivée à la direction. Est-ce que vous regrettez d'avoir fait appel à ces policiers ?

Une université, ce doit être un endroit très pacifique et bienveillant. L'administration n'y a pas de pouvoir de coercition ou d'intervention. À un moment, la question est vraiment très simple. Est-ce que le campus est bloqué ou est-ce qu'il n'est pas bloqué ? Et malheureusement, pour qu'il ne soit pas bloqué, si le dialogue ne permet pas de dénouer la situation, il n'y a pas beaucoup d'options aux mains de l'administration. Autant il y a un droit à s'exprimer librement, à défendre son point de vue – on a quand même 2800 événements par an sur tous les campus de Sciences Po, donc je pense pouvoir dire qu'on a

VIE ÉTUDIANTE

une vraie activité libre – autant il ne saurait y avoir un droit au blocage.

Après, évidemment, ce n'est pas le directeur de Sciences Po qui décide des modalités opérationnelles choisies par la police.

Mais les blocages à Sciences Po, ce n'est pas forcément quelque chose de nouveau. Et pour autant, les directeurs précédents n'avaient pas fait rentrer la police sur le campus... C'est vraiment le fait de faire appel aux forces de l'ordre qui a choqué certaines parties de la communauté étudiante.

Je comprends tout à fait. Encore une fois, ce n'est une décision ni agréable, ni facile. Je tiens à ajouter que sur l'épisode à Saint-Thomas, la mobilisation étudiante s'est déroulée de 17h à 23h de manière non conforme au règlement par l'occupation de la cafétéria pour y tenir les activités, sans que personne ne fasse rien. Assez simplement, à un moment, il fallait fermer le campus pour que les salariés puissent rentrer chez eux, que la vie du campus puisse continuer. On a tenté d'expliquer aux étudiants qu'il fallait quitter le campus à l'heure de la fermeture.

Ce soir-là devant Saint-Thomas, on voyait des camions de police et de CRS qui étaient là avant même la fermeture du campus. C'était le cas aussi quand il y a eu, le lendemain et quelques jours après, des mobilisations pour la Palestine lors desquelles des camions de policiers commençaient à s'amasser avant même que quoi que ce soit se passe. C'est aussi cet usage de la force préventif qui inquiétait les étudiants... Vous l'assumez ?

Ce n'est pas moi qui commande la police, comme vous le savez. En revanche, pour ce qui est de Saint-Thomas, il est vrai que les étudiants avaient dit dès l'après-midi qu'ils entendaient occuper le campus. Donc je suppose que cette information a pu circuler assez largement dans l'après-midi.

Ces situations arrivent en France, mais elles arrivent de manière beaucoup plus médiatisée et beaucoup plus grave aux États-Unis, avec des répressions, des révocations de visas, des expulsions du pays... Connaissant les liens de Sciences Po avec Columbia University, et la forte communauté étudiante américaine au sein de Sciences Po, qu'est-ce que cela vous inspire ?

Ça montre que la liberté académique est sous pression partout dans le monde. Je crois fondamentalement que les démocraties, y compris

pour leur efficacité à long terme, ont besoin de préserver ces espaces de liberté, et ce haut degré d'indépendance dont jouit le monde universitaire – c'est la condition de son utilité publique. En Europe, en tout cas dans une large partie de l'Europe, et certainement en France, on bénéficie d'un immense degré de liberté. Et ça nous crée une responsabilité encore supérieure d'être à un endroit où ces espaces sont préservés.

Vous qui dites apprécier les échanges intellectuels et les désaccords, vous avez sans doute vu les nombreuses remontées étudiantes, pétitions et lettres qui montrent un soutien en masse aux demandes de communication, de prise de responsabilité de Sciences Po. Est-ce que vous avez pour projet de tenir un town hall, ou de lancer un vote anonyme sur les partenariats avec les universités israéliennes, comme le demandent certaines de ces communications étudiantes ?

D'abord, je voudrais dire que je prends énormément de plaisir à m'engager avec les étudiants, ce sont toujours des échanges que je trouve extrêmement riches et utiles. Encore faut-il qu'ils soient respectueux – je trouve extrêmement troublante et un peu triste l'habitude qui a été prise d'attaques *ad hominem* contre le directeur, qui donnent une image de Sciences Po absolument déplorable.

Dans mon projet, je parle des conventions des communautés de Sciences Po. C'est un mécanisme qui est similaire à un town hall en réalité, et c'est quelque chose qui me va très bien. Le débat intellectuel, le débat argumenté, même le débat animé ne me pose aucune difficulté.

Il y avait des grands donateurs dont on a parlé, mais ce qui était presque le plus inquiétant, c'était l'effondrement du nombre de donateurs individuels, c'est-à-dire les petites donations de gens qui sont attachés à Sciences Po.

Donc vous seriez ouvert à ce projet de town hall ?

Je l'ai déjà dit tout à fait publiquement. Oui, je pense que ça peut fonctionner si on a des garanties que ça ne finisse pas comme hier [jeudi

10 avril], qui était une scène un peu humiliante pour Sciences Po. Vous avez le président de la LSE, la doyenne de Stanford, la présidente de la Hertie qui viennent à Sciences Po et qui sont empêchés de parler. Donc ça peut arriver à un moment où on a suffisamment de consensus interne sur le fait qu'on est là pour échanger des idées plutôt que pour essayer de s'écraser les uns les autres.

On sait que Sciences Po a de nombreux donateurs, dont certains avaient dit se retirer l'année dernière. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Je crois qu'on peut dire que quasiment tous les

donateurs qui avaient annoncé leur retrait en 2024 sont désormais revenus. Il y avait des grands donateurs dont on a parlé, mais ce qui était presque le plus inquiétant, c'était l'effondrement du nombre de donateurs individuels, c'est-à-dire les petites donations de gens qui sont attachés à Sciences Po.

Entre le 1er janvier 2024 et le 1er octobre 2024, date à laquelle je suis arrivé, on était sur un rythme de baisse des deux tiers de ce type de donations.

Ce n'est pas qu'un sujet d'argent, c'est aussi un test de ce que les gens pensent de vous à l'extérieur. Quand vous perdez les deux tiers de vos petits donateurs individuels, c'est quand même un sujet sur votre image. Donc je suis heureux de constater qu'elle est en train de se réparer.

Un syndicat étudiant a mentionné un dîner secret avec Pascal Praud et le dirigeant de CNews, auquel vous auriez participé. Qu'est-ce que vous leur répondez ?

J'ai vu plusieurs dizaines de journalistes depuis que je suis arrivé à la tête de Sciences Po. Ce que je leur ai dit à tous, c'est des choses que j'ai tout à fait dites publiquement, y compris dans mon audition au Sénat, c'est-à-dire que j'ai réexpliqué ce que sont et ne sont pas les pouvoirs d'un président d'université.

Et je l'ai fait avec une très grande variété de journalistes, y compris ceux de Médiapart, que j'ai eus au téléphone, et ceux de France Inter, à qui j'ai donné ma première interview. Tous ceux qui me posent des questions reçoivent une réponse, parce que je parle à tous les journalistes.

Là, ce qui a choqué, c'était l'aspect secret du dîner.

Il n'y a rien de secret, je parle à des journalistes en off, et si ensuite ils racontent les conversations qu'on a, c'est autre chose.

Vous avez récemment évoqué l'école du climat, en quoi est-ce que ça consisterait ?

Ce sera une école diplômante en master, comme les autres écoles. Il y a une équipe de préfiguration qui y travaille depuis janvier, co-dirigée par Laurence Tubiana d'une part et Sophie Dubuisson-Quellier, directrice du Centre de sociologie des organisations, d'autre part, et qui associe énormément de forces vives à très haut niveau. On a eu beaucoup de retours très positifs de la part des recruteurs potentiels, dans

les domaines de la finance, du droit, des politiques publiques, de la communication...

Vous avez annoncé l'instauration de deux semaines de pré-rentrée à la place d'une seule. Est-ce que cela impliquerait une rentrée anticipée au mois d'août ?

D'abord, c'est dans le cadre de la réforme du bachelors pour 2026, donc ce n'est pas pour tout de suite. Pour vous dire la vérité, ce serait deux semaines de plus au début de chaque semestre. L'idée n'est pas de rallonger les semestres, mais d'avoir des temps soit pour des enseignements qui se prêtent à de l'enseignement intensif, soit pour aider les étudiants qui sont un petit peu derrière. J'identifie notamment l'anglais, les capacités quantitatives, les mathématiques et les statistiques comme des enjeux potentiels où il faut homogénéiser le niveau et avoir vraiment des moments d'enseignement intensif. Je pense notamment aux langues pour que les inégalités sociales, qui se portent beaucoup sur les langues, soient gommées le plus tôt possible au bachelors, de manière à ce que les étudiants aient un choix réel dans le choix de leurs études à l'étranger. Et puis pour les étudiants internationaux, on pourrait sans doute faire des enseignements de français intensifs pendant ces périodes, de manière à ce que leur scolarité et leur intégration en France se passent dans de bonnes conditions.

Vous parlez beaucoup de l'approfondissement des questions européennes dans les cursus. Qu'est-ce que ça voudrait dire pour les campus européens de Nancy et de Dijon ? Est-ce qu'on irait vers une uniformisation des cursus ?

Ce que je vais essayer de faire dans le cadre de la réforme du bachelors, c'est de vraiment définir encore un peu mieux ce qui relève du tronc commun. J'aimerais qu'il y ait une culture commune entre les campus, en clarifiant bien ce qui relève du tronc commun et ce qui relève de la spécialisation.

Je pense que Nancy et Dijon, à leur manière, peuvent aller beaucoup plus loin sur les questions européennes. Ça n'enlève pas que c'est quand même important que tout le monde ait une culture bien assise de ce que c'est que l'Europe, surtout quand on constate en ce moment à quel point le continent européen est sous pression, mais en même temps que c'est l'échelon auquel des solutions peuvent être trouvées pour nous. C'est important de pouvoir s'armer, même si on n'est pas Nancy et Dijon, sur ces questions. ■

Has climate activism lost its edge: from protests to politics

By Julia Jadzinska

Around 2020, climate activism was at its peak. Youth-led movements like Fridays for Future filled the streets with their demands for systemic reforms and captured widespread attention on the issue of climate change. Feeling the pressure, governments and corporations started making bold commitments.

However, since then, many of those promises have not yet been fulfilled, and the enthusiasm seems to have faded, or at least transformed. Have activists lost their initial motivation, or simply changed their strategies? How did the energy of climate activism change throughout the years? And more importantly, how to fight for real change amid unfulfilled commitments?

Five years ago, in response to mounting pressure from the climate activist movement, companies and governments began to claim their mobilisation for impactful climate action. Net-zero targets, sustainability roadmaps and green investments flooded the media, creating an impression that change was underway. For many, this moment felt like a real turning point, a sign that the pressure put on institutions has forced them to take responsibility. “It felt like young people could collectively bring about positive change, because if policymakers were aware of the science and the urgency, they would surely take action, right?” asked Émilie, a French activist working at the local level. But with the passing of time, the optimism surrounding these promises has faded, and been replaced by frustration. It has become increasingly clear that those commitments were not designed to transform, but rather to appeal to the public.

At the same time, corporations were taking advantage of vague regulations to exaggerate their climate “efforts”, leaving most of the responsibility for change on consumers and activists rather than the biggest polluters. What at first seemed to be a breakthrough moment for the climate movement has turned into an empty rhetoric. Instead of real climate action, corporations turned their commitments into a PR advantage, with sustainability often reduced to a buzzword. The “fossil fuel paradox” could serve as an example here: while the leading oil and gas firms publicly announced net-zero goals, they simultaneously expanded fossil fuel production, locking in decades of emissions. And so, if everyone claims to be “going green”, yet emissions keep rising, what’s the point? Governments, too, have fallen short.

While many declared climate emergencies and signed international agreements, progress has been minuscule, with leaders repeatedly delaying action in favour of weak policies and voluntary targets. Even high-profile, international bodies like the United Nations have struggled to enforce real accountability, as countries repeatedly miss their emission targets with no consequences. As mentioned by the French activist, “It is not like I had too much hope in politics beforehand, but with time I started feeling more



demotivated, and could not see myself putting as much effort into activism as I did before". With international climate talks failing to make progress quickly enough, activists are realising that they can't rely solely on multilateral negotiations and COPs.

Not long ago, young climate activists believed that getting huge numbers of people on the streets could direct the attention of decision-makers towards fighting climate change. But now, with fossil fuel emissions still rising and showing no sign of sufficient abating, some believe activism should take a more disruptive form of action.

Is activism losing momentum?

As climate activism gained global attention, it did not just put pressure on governments and corporations – it also began to be absorbed by them. What was once a disruptive movement demanding systemic change has, in many cases, been co-opted by the very institutions it sought to challenge. Corporations now sponsor sustainability summits and political leaders invite activists to roundtable discussions. While some see it as a form of progress and a collaboration directed toward a greater good, others argue that it diluted the movement's original urgency. Therefore, climate demands that once called for the end of fossil fuel expansion have often been softened into vague calls for "net-zero strategies" that do not give the opportunity for new, impactful policies to emerge. While the movement has certainly not disappeared,

its energy has shifted – mass protests have become less frequent, and the urgency that once characterised climate activism seems to have been redefined. Having to face repeated setbacks, many climate activists are experiencing exhaustion, frustration and a growing sense of disillusionment. The energy that fuelled the movement just a few years ago has, for some, been replaced by scepticism. Young people who once dedicated themselves to climate activism now find themselves questioning whether their efforts are making a difference. The mental toll is significant, with many experiencing anxieties, fearing ecological collapse exacerbated by the feeling of powerlessness in the face of corporate and governmental inaction.

Where is the movement headed? A shift in strategies

Despite these challenges, climate activism is not backing down but evolving. Activists are now adapting to a world where greenwashing is common and penetrates our daily lives to a significant degree. Rather than losing momentum, the movement may be undergoing a transformation, moving away from the mass-mobilisation activism and toward more sustained, institutional pressure. Still, a question persists – will this new strategy finally prove to be effective?

One major shift has been the increasing focus on legal action, with activists and environmental organisations turning to courts to hold governments and firms accountable for failing to meet climate goals. Lawsuits like *Chevron vs. Ecuador* and *L'affaire du Siècle* in France have already forced policy changes in some countries, proving litigation to be a powerful political tool. At the same time, policy-oriented activism is gaining traction, with climate advocates trying to push for stricter regulations and enforceable commitments. Even though this approach might lack the visibility of mass street protests, it has the potential to create long-lasting changes.

Grassroots movements remain another crucial force, particularly within the communities directly affected by environmental destruction. Often at great personal risk, local movements continue to challenge fossil fuel expansion and harmful industrial investments. These decentralised efforts, though sometimes overlooked in the mainstream discussions, are a reminder that the fight for climate justice is also playing out in local communities.

As the movement shifts its tactics, one is led to wonder whether those new strategies will succeed where previous efforts have struggled? The answers are uncertain, but one thing is clear – activists are no longer waiting for institutions to act on their promises, but are actively forcing them to do so. ■



Image d'illustration / © Pixabay

Sciences Po et la question palestinienne : le « temple du wokisme » encore ébranlé par l'assaut des médias et politiques

Par Maëlle Pottecher

En mars 2024, il a suffi d'une étincelle à Sciences Po pour à nouveau enflammer la sphère médiatico-politique : les événements propalestiniens au sein du campus parisien. En première page des plus grands journaux français, au cœur des émissions télévisées et de radio, sur les réseaux sociaux des hommes et femmes politiques, les « islamo-gauchistes » de Sciences Po étaient partout. Un an plus tard, l'institution se remet encore difficilement de cette récupération médiatique et politique hors du commun. Mais qu'en est-il des étudiants, ceux dont on a trop souvent voulu déformer les propos sur la scène publique ?

De l'occupation de Boutmy à l'affaire d'État

Le 12 mars 2024, le célèbre amphithéâtre Boutmy troque son nom pour celui d'« amphithéâtre Gaza », en l'honneur d'une journée de mobilisation universitaire européenne pour la Palestine. La réplique israélienne, après l'attaque terroriste du 7 octobre 2023, remonte alors à bientôt six mois, sans encore aucune prise de position de la part de Sciences Po. En 2022, il avait fallu moins d'un mois pour que la même institution témoigne explicitement son soutien à l'Ukraine en réponse à l'invasion de la Russie. Face à ce silence, une centaine d'étudiants décident donc d'occuper l'amphithéâtre. Dans l'agitation, certains propos violents et discriminants auraient été prononcés. Parmi eux : « ne la laissez pas rentrer, c'est une sioniste », selon les dires de l'UEJF (Union des Étudiants Juifs de Sciences Po) sur X. Le lendemain, l'étudiante prétendument qualifiée de « sioniste » avoue n'avoir pas elle-même entendu ces propos. Mais trop tard, le mal est fait : la presse s'empare immédiatement de la polémique. Sciences Po, autrefois « fabrique des élites », devient le « bunker islamo-gauchiste » (Gérard Larcher, président du Sénat, sur France 2 le 14 mars 2024).

Le lendemain, Gabriel Attal, encore Premier ministre au moment des faits, s'invite par surprise à une réunion du conseil d'administration de Sciences Po. Son intervention est claire : aucun acte d'antisémitisme ne sera toléré, et cette « minorité agissante et dangereuse » ne pourra continuer d'agir en toute impunité. Au diable la liberté académique, ces agissements propalestiniens deviennent dorénavant affaire d'État.

Alors que les étudiants clament « all eyes on Rafah », les regards des Français sont à présent rivés sur eux.

C'est au milieu de cette tourmente que le directeur Mathias Vicherat présente sa démission, après des semaines de polémiques au sujet de violences conjugales. Le bateau est à présent à la dérive, pris dans la tempête sans aucun capitaine aux commandes.

Pour autant, les accusations à droite de l'échiquier politique ne dissuadent pas les étudiants membres du mouvement propalestinien. Après de nouvelles actions, la nuit du 24 avril marque un nouveau tournant. À l'issue d'un *sit-in* pacifique sur le campus de Saint Thomas, plusieurs dizaines d'étudiants sont finalement évacués par les CRS. Pour la première fois, la police pénètre les portes de l'école, à la demande du nouveau directeur provisoire Jean Bassères. Ce ne sera pourtant pas la dernière fois ; l'histoire se répète sur le campus de Paris, mais aussi sur les campus en région et les campus d'autres universités parisiennes comme la Sorbonne, qui prennent également part au mouvement. À mesure que le mouvement s'étend, les polémiques ne dégonflent pas. Entre les mains rouges des manifestants qui sont interprétées comme une référence à un précédent massacre d'Israéliens, ou bien le chant controversé « *From the river to the sea, Palestine will be free* », les politiques de droite et d'extrême-droite ne cessent de s'offusquer. Pour autant, la gauche n'est pas en reste. À seulement quelques mois des élections européennes, les représentants de La France Insoumise s'empressent de prendre part aux blocus des étudiants. La candidate Rima Hassan, le député Louis Boyard ou encore le représentant LFI Jean-Luc Mélenchon, tous s'affichent au milieu des cortèges.



Étudiants de Sciences Po Paris manifestant dans l'amphithéâtre Boutmy le 14 novembre 2024 / © Gabriel Caputo

Les sciencespistes davantage affectés par les médias que par les étudiants propalestiniens

Aux premières loges, les étudiants observent alors avec stupeur le déroulé des faits relayés dans la presse. Là où ils assistent à des blocus avant tout pacifiques, les médias décrivent des manifestants dangereux, extrémistes, démagogiques. Cette affaire médiatico-politique, qui ne cesse de prendre de l'ampleur, finit par devenir quotidiennement oppressante. Jade*, étudiante en première année de bachelor lors des premiers blocus, mentionne la présence quotidienne des journalistes, faisant le pied de grue devant Sciences Po dès sept heures trente, ou bien les CRS déployés dans toute la rue pour maîtriser la prochaine manifestation.

Et cette sensation ne se limite pas aux portes du campus. Au-delà des articles de presse récurrents et des émissions en boucle, le conflit israélo-palestinien et le rôle de Sciences Po dans ce mouvement sont sans cesse abordés à la moindre discussion. « Aux repas de famille, quand tu disais que tu étais à Sciences Po, la première question qu'on te posait, c'était : « et tu penses quoi du conflit israélo-palestinien ? ». On était sans cesse pris à parti », explique Jade. Nour*, quant à elle, évoque la fois où une amie de Sciences Po et elle se sont fait agresser verbalement par un passant, alors qu'elles participaient à une vente de muguet dans la rue pour une association de Sciences Po. Parmi les insultes

proférées à leur égard, on peut citer l'une des plus fréquentes : celle d'« islamo-gauchiste ». Du côté des étudiants en double diplôme avec la Sorbonne, certains ont également pu ressentir une certaine distance de la part des professeurs. Quelques-uns tentaient de mesurer leurs propos à la moindre allusion politique, par peur des remarques des étudiants souvent vus comme politiquement trop impliqués. D'autres, à l'inverse, ne se retenaient pas de laisser échapper quelques remarques allusives. À l'évocation de la Marseillaise, l'un d'eux a lancé : « Mais vous, c'est le drapeau palestinien que vous levez tous les matins ».

Au-delà des professeurs universitaires, ce sont également les professeurs de Terminale qui ont parfois tenté de dissuader des élèves de candidater à Sciences Po. Au moment où la polémique prenait de l'ampleur, l'heure était effectivement aux derniers choix Parcoursup. Louise*, élève en Terminale au moment des faits et maintenant étudiante en première année, admet : « C'est vrai que ça m'inquiétait parce que j'avais certains profs qui ne me soutenaient pas trop dans mon choix, en raison justement de la réputation faite par les médias. J'avais surtout peur que, comme disaient mes profs, la situation me coûte quotidiennement parce que l'école avait une réputation. J'avais peur de galérer plus tard pour trouver un stage ou un travail parce que les employeurs auraient une mauvaise image de Sciences Po ».

La mauvaise réputation de l'école était d'ailleurs une crainte partagée par plusieurs élèves et professeurs.

VIE ÉTUDIANTE

Lors d'un cours en amphithéâtre, un professeur a par exemple réagi face à des étudiants portant un keffieh, en leur conseillant de réfléchir à la valeur qu'ils voulaient donner à leur diplôme. Et à la rentrée 2024, cette question était encore d'actualité. Une professeure de conférence de méthode a ainsi avoué à sa classe qu'elle hésitait à quitter Sciences Po, car les mouvements propalestiniens tels que décrits dans la presse « étaient défavorables pour son image et sa crédibilité dans son milieu professionnel » (selon les propos rapportés par un élève).

Cette même idée de réputation a également contribué à la polarisation des élèves sur les groupes de promo, entre les partisans du mouvement propalestinien et ceux, plus réticents, qui s'inquiétaient des conséquences sur l'image de l'institution.

Une crainte d'autant plus alimentée par le choix des médias de ne parler que de Sciences Po, alors que d'autres campus ont également activement participé à ces mouvements propalestiniens. Le campus de Clignancourt, rattaché à la Sorbonne, a par exemple été fermé pendant un mois au semestre d'automne 2024 pour ces raisons. Pourtant, la presse n'y a presque pas fait allusion.

En réponse à ce lynchage médiatique, le choix controversé de Luis Vassy de la « réserve institutionnelle »

Après une fin d'année universitaire mouvementée, l'administration de Sciences Po souhaite marquer la rentrée d'août 2024 par un retour au calme. Cette volonté est confirmée par Luis Vassy, nouveau directeur de Sciences Po depuis octobre 2024. Après la décision de Valérie Pécresse de suspendre momentanément les financements de la région Île-de-France fin avril 2024 jusqu'au retour à l'ordre, l'heure est maintenant à la neutralité.

Ainsi, dans une doctrine présentée à l'Institut le 11 février 2025, le directeur prône la « réserve institutionnelle ».

Une décision qu'il détaille au micro de France Inter le lendemain matin. Sciences Po ne prendra donc position sur aucun sujet politique, pour ne pas être « la cible d'attaques », ni « porter préjudice à la liberté d'expression de ceux dont l'opinion serait minoritaire ». Dans une autre interview accordée au quotidien *Les Échos* en octobre 2024, il affirme également que

« nous recrutons les plus compétents, et non pas les plus militants ».

Or, pour certains étudiants, ne pas prendre position sur des sujets politiques est absurde, en particulier pour un Institut de Sciences Politiques. Nour* affirme par exemple que malgré la récupération politique et médiatique, elle trouvait cela valorisant que des étudiants de Sciences Po se mobilisent pour un événement aussi grave. Elle aurait eu honte si cela n'avait pas été le cas. Pour d'autres, encore, le fait de ne pas prendre position serait en réalité un moyen pour l'institution de choisir un camp. Ainsi, une conférence en compagnie de l'eurodéputée LFI Rima Hassan a été annulée à deux reprises par l'administration, et plusieurs événements propalestiniens sur le campus ont également été sanctionnés. En février dernier, trois étudiants actifs au sein du mouvement propalestinien ont été exclus pendant trente jours, à la veille des vacances. Et ce, pour avoir participé à une manifestation pacifique qui se tenait pourtant en dehors de Sciences Po. Une étudiante concernée explique : « J'ai été exclue pour trouble à l'ordre public pour avoir manifesté pacifiquement.

Je pense que l'objectif de cette mesure est d'affaiblir toute contestation en intimidant les autres étudiants qui vont prendre peur de se faire réprimer à leur tour.

C'est aussi une sanction et une répression politiques car cette mesure est prise directement par le directeur et sans enquête préalable sur mes actes. Et c'est d'autant plus de la répression syndicale et politique que je suis responsable du premier syndicat étudiant de Sciences Po : l'Union Étudiante ». Si l'étudiante en question se sent humiliée car « rejetée de sa propre école », elle est cependant rassurée de voir que les autres campus en région « ne se laissent pas faire », comme les étudiants du Havre ou de Reims qui ont bloqué leur campus dans les jours suivants en soutien aux étudiants parisiens exclus.

Un an plus tard, les effets sur l'institution sont donc encore vivement ressentis au sein de la vie étudiante ; le retour des CRS à Sciences Po les 18 et 19 mars 2025 suscite comme un sentiment de déjà-vu. Entre réforme des admissions au bachelor de Sciences Po, sanctions à l'encontre des étudiants propalestiniens, et événements annulés, l'ambition est claire : tout sera mis en œuvre pour empêcher les braises de mars 2024 de s'enflammer à nouveau sur la scène publique. Au risque, peut-être, de provoquer l'effet inverse... ■

**Les prénoms des étudiant(e)s ont été modifiés.*

Une simple pièce : ton ticket d'entrée pour le septième ciel

Par Pierre Ilongo

5 suggestions théâtrales pour mettre tes sens en émoi.

Je te croise tous les jours. Tu scrolles frénétiquement entre un PDF interminable et des vidéos d'Elon Musk qui déraile. Tu survis à coup de cafés à la saveur diluée, persuadé que tout cela est passager.

Alors tu t'agrippes à l'écume des jours, grappillant de quoi tenir : un Reels qui fait rire, un film Netflix ou des nuits d'ivresse, à peine de quoi t'anesthésier de cette sécheresse. Cette soif-là ne t'empêche pas de vivre : ton cœur continue de battre, tes poumons de se remplir et ton corps de traverser les heures.

Mais l'existence est ailleurs. Dans le frisson du désir, dans le vertige de l'inattendu, dans le feu de la beauté. Tu te contentes de l'effleurer. Un tressaillement entre deux verres, un regard qui te traverse, une phrase électrisante. Puis tout retombe. Encore un week-end qui s'est évanoui en un instant. L'anesthésie reprend. Jusqu'à quand ?

Il te faut un sursaut. Un électrochoc. Une claque théâtrale.

C'est sur les planches que le monde s'effondre et renaît chaque soir. Il te suffit de t'y asseoir pour que la magie du texte et des acteurs te rende toute ta splendeur, à la manière d'un phénix. Loin des trous noirs des soirées du jeudi soir, c'est la promesse d'une explosion brûlante.

Alors cours au théâtre comme on court vers l'amour : avec l'urgence de ceux qui savent que certaines répliques ne se déclament qu'une fois.

Et parce que je suis toujours partant pour arranger un rencard, voici cinq recommandations de pièces pour attiser le brasier de ta sensibilité.

La disparition de Josef Mengele

Théâtre La Pépinière, jusqu'au 24 juin 2025

Buenos Aires. Les forêts moites du Paraguay. Les plages brûlantes du Brésil.

Josef Mengele court. Il change de peau, mais son ombre colle à ses pas.

Médecin d'Auschwitz, il a trié, mutilé, tué *au nom de la science*.



Photographie d'identité de Josef Mengele, 1956.

Surnommé « l'Ange de la mort » d'Auschwitz, il y pratiquait des expérimentations sur les déportés jusqu'à sa fuite en Amérique du Sud à la fin de la guerre.

Olivier Guez signe un récit implacable : la cavale d'un bourreau à l'ordinaire glaçant. Une traque fiévreuse où la justice s'égare, où le monstre s'effiloche sous l'usure des années. Jusqu'à quand peut-on échapper à son propre reflet ?

Et puis sur scène, un seul homme. Mikaël Chirinian supporte tout le poids de cette leçon d'histoire effroyable sur ses épaules. Chaque souffle dévastateur, chaque geste imprégné de noirceur brute, sans répit. Une prouesse.



Vassili Schneider sur scène, dans le rôle du personnage principal de *La prochaine fois que tu mordras la poussière* / © Billetterie Le Figaro

La prochaine fois que tu mordras la poussière

Théâtre Antoine, du 21 mai au 7 juin 2025

Un père et un fils. Un hôpital. Un huis clos comme une arène. Face à la mort, tout ce qui n'a jamais été dit s'échappe en mots qui claquent, et en silences qui cognent plus fort encore. Panayotis Pascot nous balance un texte brut, une vraie météorite qui explose les non-dits familiaux et déchiquète nos chairs jusqu'au cœur.

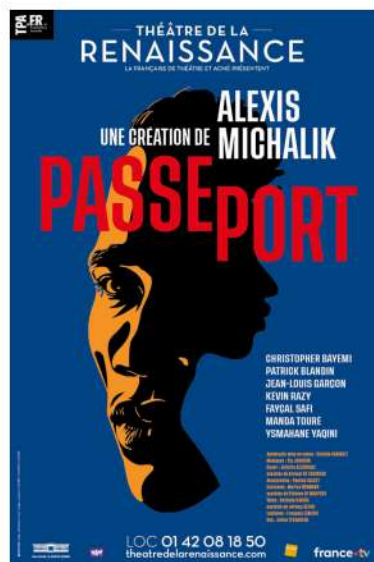
Yann Pradal et Vassili Schneider ne jouent pas : ils se défient, s'aiment et s'éventrent. Le dernier des frères Schneider est d'une intensité bouleversante. Il porte la pièce à bout de souffle, t'immergeant dans la tension de ce rite de passage et te confrontant à tes propres silences.

Passeport

Théâtre de la Renaissance, jusqu'au 30 août 2025

Passeport est une claque signée Alexis Michalik qui te projette dans l'enfer des migrants à Calais.

Elle dépeint le chemin de croix de l'exil, l'invisible violence administrative et la lassitude des rêves repoussés à demain. Entre drame et humour, Michalik t'impose l'empathie en rétablissant la complexité d'autrui, sans jamais édulcorer la gravité du sujet. Un pied de nez engagé à une vision étriquée de l'hospitalité et de l'humanité.



Accroche-toi, le spectacle est un puzzle narratif magistral, où chaque pièce s'imbrique judicieusement jusqu'à un grand basculement final qui te laissera estomaqué.

Passeport, d'Alexis Michalik
© Théâtre de la Renaissance

Fabrice Luchini lit Victor Hugo

Théâtre des Bouffes parisiennes, du 20 octobre au 16 décembre 2025

Théâtre de l'Atelier, du 19 au 27 janvier 2026

Cette fois, il ne s'agit pas d'une pièce à proprement parler mais cela n'en reste pas moins une odyssée. Une plongée dans l'œuvre d'Hugo, guidée par un Fabrice Luchini extatique.

Le titre est mensonger : il ne lit pas, il incarne. Il scande, s'emballe, digresse, s'interrompt pour mieux rebondir. Pendant deux heures, on assiste à la déclaration d'amour d'un allumé à la langue française. Luchini oscille entre lyrisme et grivoiserie, gravité et pitrerie, non pour simplifier mais pour révéler. La verve qu'on lui connaît ranime ce titan de la littérature et le propulse à notre époque.

Si toi aussi, tu t'es promis d'un jour plonger dans Hugo mais que ses phrases interminables t'ont plus d'une fois refroidi, Luchini te propose d'y mettre un pied pour tester la température. Libre à toi ensuite d'y plonger en apnée.

Le pari est réussi : mettre sur ton chemin des textes que tu croyais lointains.



Booz endormi et Ruth, Diogène Maillard, gravure, 1880-1885. Illustration du poème « Booz endormi », *La Légende des siècles*, livre II, VI

À première vue, ce poème a tout pour être indigeste : long, biblique, et cerise sur le gâteau... adoré par Proust.

Et pourtant, dans la bouche de Luchini, *Booz endormi* reprend vie. Il nous parle d'attente, de transmission, de lenteur qui devient sa force.

Son agilité réussit le tour de force de rendre cette distante réalité accessible aux badauds du XXI^e siècle. Texte qui clôt la représentation, il éveille résolument l'envie de (re)découvrir Hugo.

Journée de noces chez les Cromagnons

Théâtre national de La Colline, du 29 avril au 22 juin 2025

Mariage chez les hommes des cavernes : tout est prêt pour la cérémonie... sauf le futur mari.

Je t'avoue que, fuyant moi-même les fêtes de famille, je n'y ai pas encore mis les pieds... mais ça ne saurait tarder. Grand admirateur du travail de Wajdi Mouawad, notamment de son dernier *banger*, *Racine carrée du verbe être*, je ne peux que te recommander d'y aller les yeux fermés.

Ça promet d'être drôle, rythmé de dialogues acérés, le tout joué en libanais (surtitré en français) : dépaysement garanti. 10 balles pour traverser la Méditerranée ? Même Ryanair n'aurait pas osé.



Journée de noces chez les Cromagnons, de Wajdi Mouawad
© Simon Gosselin

Cinq spectacles, cinq électrochocs. Reste à savoir lequel te branchera en premier. ■

Comprendre le nazisme avec Johann Chapoutot

Par Quentin Charlaix

*Avec son dernier ouvrage **Les Irresponsables**, paru en février 2025, Johann Chapoutot ajoute une pierre de plus à son étude et analyse du nazisme, qu'il entretient depuis le début de ses travaux universitaires. L'historien, diplômé de Sciences Po et de la Sorbonne, a traité la question sous toutes ses facettes : arrivée au pouvoir, pratique du pouvoir, idéologie, historicité, origines. Il inscrit son travail dans une approche culturaliste et constructiviste, établissant une généalogie et une historicité de la pensée nazie, voire même son héritage en partie dans nos sociétés actuelles. Alors, face à la montée alarmante de l'extrême droite partout en Europe, les similarités inquiétantes qui semblent apparaître entre notre époque et celle de l'Allemagne des années 30, et une recrudescence du racisme sous toutes ses formes, s'intéresser au travail de Johann Chapoutot sur le nazisme n'est pas une simple curiosité intellectuelle ; c'est aussi une nécessité.*

Dans son œuvre, l'historien Johann Chapoutot insiste sur un point très essentiel : les nazis, ou plus exactement le nazisme, n'est pas un « accident de l'histoire », une abomination survenue d'on ne sait où de façon inattendue. Non, l'idéologie nazie est le fruit de plusieurs siècles de pensée et de phénomènes racistes, impérialistes, social-darwinistes (application des théories de Darwin à l'espace social, ou seul les « plus forts », seraient aptes à survivre), réactionnaires... qui ont traversé l'Europe depuis l'époque moderne. Les nazis n'ont rien inventé, ils sont en quelque sorte un condensé des pires atrocités de l'Occident.

C'est pour cela qu'une partie du travail de Chapoutot, notamment dans *Libres d'Obéir*, concerne l'héritage du nazisme dans nos sociétés capitalistes d'aujourd'hui. Le traitement des travailleurs comme des « ressources humaines », leur demander de « faire plus avec moins », et le culte de la performance par la marginalisation des « improductifs », tout cela a été poussé à l'extrême durant leur douze années de pouvoir et n'a pas disparu avec eux. C'est aussi leur rapport à la Révolution française et à l'invasion napoléonienne de l'Allemagne, qu'ils ont vécu comme un affront à la race germanique, qui est mis en valeur. L'historien rappelle que Goebbels déclare une fois le pouvoir pris, à la radio en avril 1933, qu'ils ont « effacé 1789 de l'histoire ».

Il montre ainsi que le nazisme était en quelque sorte l'apogée des courants réactionnaires qui se sont opposés, depuis la Révolution française, à la moindre avancée sociale, exaltant un passé idéalisé qui n'a jamais existé.

Enfin, un thème important de l'auteur, qu'il explore dans son dernier ouvrage, est l'arrivée au pouvoir des nazis. Ces derniers ne l'ont pas pris « démocratiquement » après une « période de crise économique et sociale », comme cela est souvent répandu. Ce sont les calculs et les choix politiques des « libéraux autoritaires », alors au gouvernement, le soutien du patronat et des grands propriétaires agraires, notamment par le contrôle des médias, qui les y ont placés. Plus par erreur stratégique que par véritable soutien idéologique d'ailleurs. Démystifier et éclaircir l'histoire des nazis se révèle décisif, en particulier lorsque beaucoup, y compris Chapoutot lui-même, sont tentés de faire des parallèles avec notre époque, non sans précautions.

Faire le parallèle avec notre époque : la fausse bonne idée ?

Il est évident que les similitudes sont troublantes, voire effrayantes. Les deux époques sont marquées par un système économique en crise, où en tout cas qui apparaît comme tel, accompagné de politiques budgétaires austéritaires. Les extrêmes droites ont toutes les deux leur « bouc émissaire », auquel elles attribuent par pur haine de l'autre, les fondements de tous les problèmes sociaux : les juifs, les handicapés, les communistes et les tziganes pour les nazis, les immigrés, les woke et les LGBT pour nos extrêmes droites contemporaines. Les libéraux centristes au pouvoir reprennent les thèmes, éléments de langage de l'extrême droite. L'autoritarisme se développe par le non-respect des résultats des élections et une hyper présidentialisation du régime.



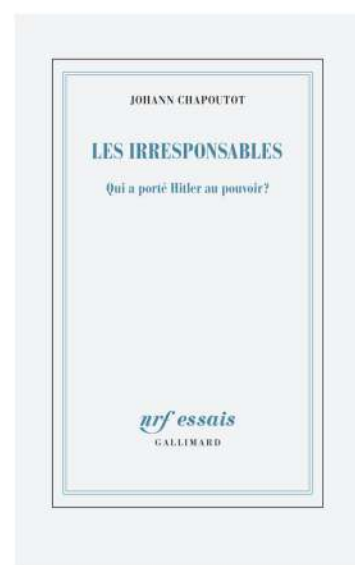
Photo d'illustration datée du 17 septembre 1945, prise par Richard Peter à Dresde.

Certains personnages semblent même être des doublons, comme Hugenberg, magnat des médias qui a largement contribué à la diffusion de l'idéologie nazie dans la société allemande et qui semble faire écho à Bolloré. Malgré tout, cette analyse comporte des risques comme le rappelle Chapoutot lui-même : elle pourrait entraîner un sentiment d'impuissance, d'inévitabilité, comme si l'histoire était amenée à se répéter dans un cycle sans fin, les mêmes causes produisant inlassablement les mêmes effets.

Cependant, des différences importantes existent entre notre époque et celle de l'Europe des années 30. Cette dernière sortait de la Première Guerre mondiale, qui avait profondément « brutalisé » les sociétés, selon l'analyse d'Arendt, ce qui avait favorisé l'émergence du fascisme. Ce n'est pas le cas de l'Europe actuelle, même si le risque de guerre généralisée semble de jour en jour plus palpable avec le conflit en Ukraine. Faire le parallèle historique ne serait donc pas tant utile pour établir des règles mécaniques intemporelles historiques, mais pour nous aider à comprendre et analyser les phénomènes de notre temps dans une démarche constructiviste.

Comme le dit Chapoutot lui-même dans son épilogue des *Irresponsables*, « Hugenberg (magnat industriel qui s'était constitué un empire médiatique pour y diffuser le plus largement possible ses idées d'extrêmes droites) n'est pas Bolloré et Papen n'est pas Macron, mais leurs positions dans les configurations politiques, économiques et sociales de la France de 2025 et de l'Allemagne 1932 sont analogues ».

Si les positions sont similaires, les personnes ne sont pas les mêmes, n'ont pas les mêmes objectifs et n'évoluent pas dans le même contexte. Pire, s'enfermer dans cette vision mécaniste de l'histoire nous empêcherait d'analyser pleinement la situation actuelle, en la simplifiant pour la faire coller à un schéma d'une autre époque, ou de ce que l'on pense être ce schéma. En clair, il faut toujours restituer l'histoire dans sa complexité et si des parallèles semblent naître naturellement, toujours prendre garde à ne pas s'y enfermer au risque de passer à côté de ce qui fait la singularité de notre époque. ■



Les Irresponsables, de Johann Chapoutot, aux éditions Gallimard, 304 pages.

Le khatchkar : patrimoine et identité

Par Liana Pohanian

Pays enclavé du Petit Caucase, l'Arménie porte depuis des millénaires le flambeau de sa propre culture. Premier État à adopter le christianisme en 301, elle s'efforce de préserver et de valoriser un héritage d'une richesse exceptionnelle. Aujourd'hui, cet enjeu devient de plus en plus crucial, tant pour les habitants de ce pays montagneux que pour sa diaspora disséminée aux quatre coins du monde.

Dans le domaine du patrimoine culturel matériel arménien, il est une œuvre incontournable, résultat de la précision et du labeur : le khatchkar.

Bien plus qu'un nom inscrit en 2010 sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'Unesco, le khatchkar est un symbole du patrimoine arménien. Il signifie littéralement « croix de pierre ». Il s'agit d'une stèle sculptée dans la pierre, notamment le tuf, une roche répandue dans la région. Ce qui distingue cette pierre des autres, c'est la croix et les motifs orientaux sculptés en son centre, qui lui donnent une dimension à la fois religieuse et commémorative unique. Les khatchkars, taillés dans la pierre locale, sont sculptés, polis au sable fin, corrigés au plâtre d'argile ou à la chaux, puis peints. Le processus de réalisation d'un khatchkar est ainsi très long et se solde par une cérémonie religieuse, durant laquelle il est béni et consacré. Ce savoir-faire se transmet de manière héréditaire ou bien de maître en apprenti.

Chaque khatchkar a sa propre composition, ce qui en fait un objet exceptionnel. On estime entre 50 000 et 100 000 le nombre de khatchkars dans le monde, une fourchette large du fait des destructions et des restaurations successives. La majorité se trouve en Arménie et en Artsakh (environ 40 000) ; ces pierres sculptées sont réparties sur tout le territoire, notamment dans des monastères, des cimetières et des sites historiques. On en retrouve également dans des pays marqués par la présence de la diaspora arménienne, notamment en Géorgie, en Iran, en Turquie, en Syrie et en Europe. À titre d'exemple, un khatchkar est exposé au musée du Louvre, dans le Département des Arts de Byzance et des Chrétientés en Orient, témoignant de la reconnaissance internationale de cet art sacré.

De nos jours, des miniatures de khatchkars sont reproduites et sculptées dans le bois, ce qui permet à de nombreux Arméniens de la diaspora de garder avec eux une part de leur culture.



Photographie d'un khatchkar arménien orné d'une croix et de motifs traditionnels, posé sur un piédestal inscrit en alphabet arménien.

Comment préserver quelque chose que d'autres ne cessent de vouloir effacer ?

Le khatchkar demeure menacé par la haine envers les Arméniens. Au cours de l'histoire, nombreuses ont été les tentatives de destruction de la culture du khatchkar. Sous le régime ottoman du XIX^e au XX^e siècles, beaucoup de khatchkars ont été détruits dans l'Empire, notamment en Turquie, lors du génocide arménien de 1915. En plus de massacrer les Arméniens, il s'agissait en effet également de détruire toute trace de leur présence passée. Des destructions ont également eu lieu en URSS, dans les années 1920, notamment en Azerbaïdjan, dans le cadre de la politique antireligieuse soviétique.

Le peuple arménien a également été victime d'une destruction massive de son patrimoine dans la région du Nakhitchevan entre 1997 et 2006. L'une des campagnes les plus systématiques fut orchestrée par l'Azerbaïdjan, notamment à travers l'effacement complet du cimetière de Djoulfa, qui abritait autrefois plus de 10 000 khatchkars. Des images satellites et des enregistrements vidéo ont démontré que l'armée azerbaïdjanaise a procédé de manière méthodique à la destruction de ce site emblématique. Après la guerre d'Artsakh de 2020, des khatchkars situés dans les territoires passés sous contrôle azerbaïdjanais ont à leur tour été vandalisés ou détruits, en dépit des engagements internationaux visant à la préservation du patrimoine culturel. Ces actes s'inscrivent dans une politique plus large d'effacement de la mémoire arménienne, particulièrement dans les zones disputées. Ce phénomène souligne le rôle profondément politique

de la culture et de l'art : la destruction systématique d'œuvres d'art ne constitue pas seulement une atteinte au patrimoine, mais s'apparente aussi à une attaque contre l'identité même d'un peuple.

Il ne s'agit pas uniquement de conflits territoriaux, mais bien d'une tentative d'anéantissement de l'ethnie arménienne, matérialisée par l'effacement de son héritage culturel et de son savoir-faire ancestral.

À Alfortville, commune du Val-de-Marne fortement peuplée d'Arméniens, des attentats à la bombe contre le mémorial du génocide arménien d'Alfortville ont été orchestrés par une équipe de Loups gris et des services secrets turcs, en 1984 et en 2002. Ces attaques visaient à détruire le khatchkar inauguré à Alfortville, le 24 avril 1984, date commémorative en mémoire des victimes du génocide arménien. La presse turque qualifie le monument de « monument de haine ». Environ une semaine après son inauguration, le 3 mai 1984, trois bombes explosent, faisant treize blessés, dont deux graves. Le monument du khatchkar subit d'importants dommages. Le khatchkar est attaqué une seconde fois dans la soirée du 13 avril 2002. Trois assaillants inconnus lancent des cocktails Molotov sur le monument, provoquant de graves dégâts. L'attentat a lieu quelques jours avant le 87^e anniversaire du génocide arménien. Une enquête a été ouverte par les services de police, mais les agresseurs ne seront jamais arrêtés.

Ainsi, en Arménie et dans le monde, au-delà du khatchkar, c'est en réalité le patrimoine culturel arménien dans sa globalité qui est menacé. Sa préservation n'est alors plus acquise, mais devient un combat de tous les jours. ■

William Saroyan, célèbre écrivain de la diaspora arménienne aux États-Unis, écrit en 1940 dans *Mon nom est Aram* :

« Je voudrais savoir quelle force au monde peut détruire cette race, cette petite tribu de gens sans importance dont l'histoire est terminée, dont les guerres ont été perdues, dont les structures se sont écroulées, dont la littérature n'est plus lue, la musique n'est pas écoutée, et dont les prières ne sont pas exaucées. Allez-y, détruisez l'Arménie ! Voyez si vous pouvez le faire. Envoyez-les dans le désert. Laissez-les sans pain ni eau. Brûlez leurs maisons et leurs églises. Voyez alors s'ils ne riront pas de nouveau, voyez s'ils ne chanteront ni ne prieront de nouveau. Car il suffirait que deux d'entre eux se rencontrent, n'importe où dans le monde pour qu'ils créent une nouvelle Arménie. »



Illustration d'un monastère au bord du Lac Sevan, situé dans la province du Gegharkunik, par Agnes Avagyan.

En 1940, la science-fiction s'invite au Kremlin : l'affaire Ian Larri

Par Matthieu Salemi

Nous sommes en 1940. Staline est maître du monde ou, du moins, pense l'être. Jusqu'à ce qu'une mystérieuse correspondance, écrite par un auteur pour enfants, parvienne sur son bureau...

Un ciel nuageux et une température glaciale, avoisinant les -5 degrés, planent sur Moscou en ce 17 décembre 1940.

Une journée ordinaire pour Joseph Staline. À ce stade, il se sent déjà maître du monde. Plus aucun ennemi interne au Parti, Kamenev, Zinoviev, Rykov, Boukharine, Tomsy, Lachevitch, Serebriakov et Préobrajensky ayant été arrêtés, torturés, jugés et exécutés.

Aucune panique pour Trotsky : Ramon Mercader a fait le travail à Mexico en août dernier. Aucun ennemi aux frontières.

Le Japon a été repoussé à Khalkhin Gol, et l'Allemagne n'attaquera jamais l'URSS ; c'est le pacte promis par Ribbentrop et Hitler. C'est aussi un protocole secret qui a permis à l'URSS d'annexer les États Baltes, l'est de la Pologne, la Carélie, le Bucovine et la Bessarabie. Carol II de Roumanie n'a pas bronché après l'ultimatum du 28 juin. La semaine d'après et il était renversé.

Comme chaque jour, un valet lui apporte une liasse d'enveloppes ; il est temps de s'occuper de lire la correspondance.

Une première réponse, une deuxième, une seizième... Alors, l'impensable se produit.

C'est un papier extrait d'une enveloppe quelconque. La première ligne frappe le Vojd. De coutume, les écrivains, comme Boulgakov, s'adressent au « Camarade Staline ». Le style ici est direct et familier : « Cher Joseph Djougachvili ».

Suivent des expressions teintées d'ironie, comme : « Chaque grande personnalité est grande à sa manière. L'un laisse derrière lui de grandes actions, un autre laisse derrière lui des anecdotes amusantes. L'un est célèbre pour avoir eu des milliers d'amants ; un autre, Bucéphale extraordinaire ; un troisième, d'admirables bouffons. En un mot, il n'y a pas une seule grande personnalité qui nous

vienne à la mémoire sans apparaître entourée de compagnons : des gens, des animaux ou des choses. »

Staline s'impatiente : qui est cette personne ? Comment ose-t-elle s'adresser d'une telle façon à celui qui se croit maître de l'univers communiste, le seul au pouvoir ?

« Vous ne connaîtrez jamais mon nom », écrit l'inconnu, avant de donner quelques pages d'un récit adressé au Vojd, intitulé *Le Voyageur du ciel*.

Celui-ci entame la lecture. Bien que vorace, admirateur de Zola ou encore d'Hugo, ce récit est assez singulier. Et ne passe pas.

Le premier chapitre traite d'un martien, qui arrive en terre soviétique précisément un siècle après l'envoi. Il dialogue avec des paysans, et y découvre une ruralité décadente, un peuple aussi rongé par la famine que par l'analphabétisme.

Les six autres chapitres ne font que laminer, de façon implicite et dérisoire, l'idéal du « Socialisme dans un seul État ».

Cet auteur, à la plume claire et sincère, trop sincère, dresse un antagonisme entre les illusions propagandistes des plans quinquennaux, et leur réalité qui entraîne la misère. Les promesses utopiques parfaites laissent place à une dégradation sans précédent des conditions de vie. La faim est une souffrance quotidienne qui contamine bien des millions de vie.

« Vous ne connaîtrez jamais mon nom. »

Il n'y avait qu'un moyen de le savoir.

Les jours et les heures suivants, le NKVD fut chargé d'enquêter. Quatre mois plus tard, la fiche du criminel littéraire était établie.

Son nom est Ian Leopoldovitch Larri, né en février 1900 à Riga. Il n'est pas l'égal de Grossman ni de Gorki, mais appartient à un genre littéraire restreint : la science-fiction soviétique. Sous-estimée, ses chantages se sont même exilés.



Mug shot de Ian Larri / © Eslavia

Evguéni Zamiatine, l'auteur de *Nous Autres*, a quitté l'État depuis que Staline l'y a autorisé.

Larri est plutôt vu comme un écrivain pour enfants. Son seul succès, le roman *Les Aventures Extraordinaires de Karik et Valya*, publié en 1936, narre l'épopée de deux jeunes qui se retrouvent rapetissés dans la nature. Au travers de rencontres avec des fourmis géantes et des araignées, Larri vulgarise la science naturelle.

Mais depuis, la gloire n'a pas frappé à sa porte. Le genre est cantonné à la terre. Comme en URSS, difficile de partir à l'étranger.

Alors Larri a pris la plume et signé sa fin.

Quatre mois sans réponse. Jusqu'au 11 avril 1941, le jour où tout bascule, où le NKVD le surprend chez lui.

Le mandat d'arrêt est classique : « Larri I. L. est l'auteur anonyme du roman contre-révolutionnaire intitulé *Le Visiteur du Ciel*, qu'il envoya en chapitres à la direction du Comité central du Parti communiste au nom du camarade Staline. [...] Du 17 décembre 1940 à ce jour, il a envoyé à cette adresse 7 chapitres de son roman contre-révolutionnaire encore inachevé, dans lequel, à partir de positions contre-révolutionnaires trotskystes, il critique les mesures du

Parti communiste et du gouvernement soviétique. » Ce sera quinze ans de Goulag.

Quinze ans passent et Khrouchtchev brise la glace. Larri est libéré. Il continue d'écrire, mais son impopularité avant et après l'affaire du Martien le font sombrer dans les méandres de l'histoire littéraire soviétique. Il s'éteint en 1977. La science-fiction soviétique retiendra surtout les frères Strougatski et Zamiatine.

Un média espagnol en ligne, Eslavia, relate, dans un article paru en 2014, l'affaire détaillée, présentant la lettre complète de Larri à Staline et des fragments de chapitres de l'œuvre en question.

Il faut attendre 2017, avec l'essai de Patrice et Victoria Lajoye consacré à la littérature de science-fiction soviétique, pour que quelques lignes relatent le courage du letton qui a osé dire non au despote.

En outre, cette affaire démontre comment le recours à la science-fiction a été un outil servant à la dissidence littéraire du régime soviétique.

Même si leur impact reste marginal et méconnu, leur courage doit être rappelé ; capables de sincérité, d'humanité, refusant l'asservissement des arts comme des individus, ils ont su élever leur voix et se faire entendre, au risque de subir le pire. ■

Donald Trump's reactionist revolution

By Nikola Stanicic

Heavy emphasis on religion, crackdown on immigration and DEI (diversity, equity and inclusion), nationalism... Is Donald Trump's administration purposefully endorsing a Christian Nationalist agenda from fear of a future white minority?

"In Springfield, they're [immigrants] eating the dogs, the people that came in, they're eating the cats, they're eating the pets of people that live there".

Sounding familiar? Well why, it was famously said by former president Barack Obama during his 2012 Presidential campaign debate against Mitt Romney. Or was it? Hm.

Let's be clear headed and methodical about this. A belief that "celebrate[s] and privilege[s] the sacred history, liberty, and rightful rule of white conservatives". But does this definition of Christian nationalism have to entail xenophobic, homophobic, and misogynistic elements? Let's suppose that we're in a parallel universe where we have flying cars, where being religious is the new sexy and race and religion have absolutely nothing to do with each other.

Let's suppose for a second that Obama actually did say this and became president still, regardless of his political compass. Would a trio of convoys calling itself "God's army" converge to the U.S - Mexico border with Obama flags, tattoos, banners, and truck shields to protest an apparent flood of immigrants in the country with a public prayer and an "Appeal to Heaven" (Carless, 2024)? Somewhat hard to believe, right?

Would it be comparable to Donald Trump's reality? What's at stake in protesting against illegal aliens and racial diversity? And how does a head of state turn religion into a political asset? In the following article, I will be thinking about these questions from well-known activist Malcolm X's stance, in view with critical race theory.

Christian nationalism

There is no single definition of Christian nationalism. In many ways, it's an ideology that revolves around the idea that its birthgiver's identity – the United States' – is inherently Christian. It was meant to be and founded as a Christian nation back in the day

(although many of the founding fathers were deists – a very humanistic and rational version of Christianity as we know it), ergo it should be a Christian nation today, and remain one in the future. Doing God's work, sociologists Samuel Whitehead and Samuel L. Perry went in search of a more precise definition of the term and looked at data from previous surveys

exploring the topic. They found several propositions related to the topic.

1. The federal government should allow prayer in public schools.
2. The success of the United States was part of God's plan.
3. The federal government should declare the United States a Christian nation.

In a similar tone, the scholars found that this very doctrine is typically engrained in ethnocentric and nativist worldviews. The same individuals who produced the aforementioned claims now asserted

that non-English speakers and immigrants could never be considered “true Americans” - despite official documents proving the contrary. The ideology thus holds in firm belief that other creeds such as Islam or atheism hold “morally inferior values” (Whitehead and Perry, 2020).

Furthermore, it isn’t any less important to note that a recent trend has been for the word “Christian” to break away from its religious root and become something of a heritage. As it is, Samuel Perry, now with a new colleague, drew from his own survey and discovered that more than 20 % of the responders who wanted the U.S government to declare the country a “Christian nation” described themselves as non-Christian or simply “secular”.

This undeniably shows that the term “Christian” is taking off its royal cape and replacing it with a mime’s makeup. It is now more of a personality or ancestral identity that one picks without keeping the faith. That being said, those most prone to being concerned about white-discrimination (reverse racism if you will) and disapproving immigration the most are Whites, the researchers suggest. Having done the math, one can thus easily conclude that Christian nationalism is a white-identity movement.

Be that as it may, all generalities sadly lead to something oddly specific, as does the following specific event used in this article as a case study. Some months ago, Ryan Walters, the governor of Oklahoma, announced the creation of the new department of religious freedom and patriotism. He also sent a video to all the public schools in the state and “told them to play the prayer for their students and send it to parents” (Leingang and Herman, 2025).

Having clarified its definition, what does Christian nationalism look like in governance?

Like Walters, elected officials on a Federal and local level are increasingly following a right-wing push to disassemble the separation between church and state. Following this event, Oklahoma has been one of the most successful experiments of this policy, giving Walters de facto full power over how Christian-nationalist the state’s public schools are going to be. Still, the governor didn’t stop there. He has been the foremost proponent of the United States’ first Catholic public charter school. He has installed notorious right-wing personas such as the leader of the conservative Heritage foundation on state education committees.

Finally, (and this is something I wasn’t expecting to write – consciously at least), he bought and furnished public school classrooms with Trump-branded Bibles.



Donald J. Trump 
@realDonaldTrump

45m

Happy Holy Week! Let’s Make America Pray Again. As we lead into Good Friday and Easter, I encourage you to get a copy of the God Bless The USA Bible.

@TheLeeGreenwood

godblesstheusabible.com/?sld=t...



Source @ X, @realDonaldTrump

In January 2025, the event culminated with a US Supreme Court hearing a case assessing the ability of the Oklahoma charter school board “to create the country’s first public religious charter school” (Leingang and Herman, 2025). In other words, the first national trial of church and state separation. Oklahoma’s supreme court ruled against the school and Ryan Walters, outraged, declared that “there is no separation of church and state. Good luck finding that in the constitution or declaration of independence.” (Real America’s Voice 2025).

Immigration, segregation and race: Malcolm X’s teachings

After dissecting and taking notice of Christian nationalism’s presence in American executive power, we will now turn our attention to someone who knows a few things about religious interdependence with race, and how it affects political decisions on the highest level, to the detriment of racial and ethnic minorities who truly were a minority in his time — yet are suddenly bringing “morally inferiority” and hurtfully “diverse” secularity (to an already secular nation – the joke writes itself). That man in question would be Malcolm X.

To many, Malcolm X isn’t exactly Mother Teresa. To put it bluntly, he would’ve likely despised the 80’s charity hit “We are the World”, and sent every single

ENJEUX CONTEMPORAINS

one of the performers to hell, without sparing Stevie Wonder.

Those honkies that just got off the boat, they're already Americans... Everything that came out of Europe, every blue-eyed thing, is already an American. And as long as you and I have been over here, we aren't Americans yet (Malcolm X, Baldwin, and McCummins 1987, p. 2).

The problem is, identity supersedes race, and religious ideology (in this case, Christian nationalism) supersedes identity. Malcolm X's point is clear: the White man in America, religious or not, is so entrenched in his own mirror-like version of American identity, that he pushes down on all others – and is even afraid of them. While Malcolm X's autobiography, our reference of study, talks about religiously rebranding non-white cultures from the standpoint of the White Man's conquest, the means today are the same.

Heathen and almost pagan labels (think about the current US administration accusations of thousands of rapists, gang members, drug dealers, i.e. those who were discredited by White America's God) set the stage for using non-white Americans into weapons of war (Malcolm X and Haley 1989, p. 208). Another proof of this agenda is found in a college student's writing, which, argumented by Malcolm X, states that "The Christian religion is incompatible with the Negro's aspirations for dignity and equality in America, it has separated believers on the basis of color, although it has declared its mission to be a universal brotherhood under Jesus Christ. Christian love is the white man's love for himself and for his race." (Malcolm X and Haley 1989, p. 275).

The student's claim that American Christianity has declared itself to be a unifying brotherhood takes its roots as early as 1630, when John Winthrop, future governor of the Massachusetts Bay Colony, made his notorious "City Upon a Hill" speech, describing the early American settlement to as "covenant to serve all people" (Sanneh 2023). This paradox goes hand in hand with X's view of two Americas – moreso, it is accompanied by something scholars call "heathenism", the first a most capital central divide in American life taken from the belief that the "Gospel of Jesus Christ must be propagated amongst those poor heathen" (Sanneh 2023). The term was later used to oppose Chinese workers' immigration to California – a case that echoes the current administration efforts to enforce a Christian Nationalist agenda in the educational, exemplified by the case of governor Walters of Oklahoma.

Is Donald Trump using religion as an ideological weapon?

Now, we will consider upfront whether Trump's own team and wider sympathizers use Christian nationalism to wage ideological warfare against ethnic or racial groups they consider less "American". Is it from fear of a "Great Replacement"?

Is it White America's brutal response and jealousy to having elected a Black president (twice)? Or is it more tailored to Malcolm X's view, to oppress and exploit, ever so innovatively of course, one racial class while elevating the other in the eyes of God?

Let's follow the aforementioned order, and start with the "Great Replacement" theory. Having examined the ideological-religious movement of Christian nationalism, we earlier concluded that it is almost

exclusively a White movement, being that we studied it from the prism of political actions that influence it – in other words, we used critical race theory. Trump handles this movement to fuel the "Great Replacement" theory, as seen with important Christian nationalist figures.

- Professor Cynthia Miller-Idriss

Indeed, during the 2024 presidential campaign, TV evangelist Hank Kunneman announced a "battle between good and evil", as described by BBC religion editor Aleem Maqbool. The enemy of course being the satanic Democratic Party whose plan is to bring non-white illegal aliens into the US, and achieve a successful political agenda as the number of white votes will naturally have been surpassed.

"They can't even speak English. They don't even know what country they're in, practically."

This was Trump during his debate against former VP Harris. Rings a bell, doesn't it? Identity, national affiliation, ancestral whiteness... Bingo!

"There's always something being taken away from you and unfairly given to someone else", says professor Cynthia Miller-Idriss, researcher at American University and founder of the Polarization and Extremism Research and Innovation Lab (PERIL).

God's first (and truest) Americans are losing their "shinning city upon a hill" to the heathen immigrant voters, and the Church really needs to do something about it.



Source © WhiteHouse on X

Then again, Malcolm X would've likely agreed, but also retorted the opposite. According to his argument, African Americans and Immigrants alike were the ones who were forcefully brought onto US soil, used as a physical labor force, and stripped off of their identity, including their names and...well sorry Donald, ethnic languages. At the Cory Methodist Church in Cleveland, in 1964, X said the following: "Then you wonder why where you live is always a ghetto or a slum area...not only do we lose it when we spend it out of the community, but the white man has got all our stores in the community tied up..." (Malcolm X, Baldwin, and McCummins 1987, p. 12)

Today, sixty years after his time, the institutional oppression with which White Christian America keeps the racial minorities in check hasn't changed. One way that comes to mind reading the above-written quote are food deserts. Restricting or giving very poor access to healthy nutrition in areas with a majoritarian African American population via the simple lack of big grocery stores with quality goods is just a start. The next step is what we already discussed in the recent event that caught our attention: a forcibly White and religious (as we concluded that in our case-study the terms go together) education aimed at fully assimilating – and not integrating, non-White culture into a more biblically conservative view of American society.

Ultimately, both of these arguments converge on what I think was the tipping point for White America:



Source © WhiteHouse on X

a black man being elected into presidential office. When they elected him, White Americans didn't choose a black president, but a president who happens to be black (Metzler 2010, p. 395). Despite "playing church" like many of his white predecessors and ceremonially participating in a Christian ritual at St. John's Episcopal Church right after his inauguration, Obama didn't sit right with an ethnic majority of Americans who, through prophets such as Trump or his former associate Steve Bannon, came to the conclusion that their Christian values and identity were soon going to be no more.

As the idea of a White minority didn't sit well with White America's view of Obama, even less leeway was given to W.E.B du Bois, James Baldwin, Cesar Chavez, and Malcolm X himself.

As a Trumpian God Army goes on to defend the southern US border, one starts to wonder, as New Yorker journalist Kelefa Sanneh put it so plainly, if American Christianity isn't taking on a tribal identity – with less genuine pastors in churches, and more Shamans in the Capitol. ■

"We are fighting for the preservation of our heritage, freedom and way of life in the United States and much of the Western World."

– David Duke, former Grand Wizard of the Ku Klux Klan

Comprendre les revirements de Donald Trump



Par Gabriel Caputo

Depuis sa réélection à la tête des États-Unis, il n'aura fallu que quelques mois à Donald Trump pour renverser l'ordre international bâti patiemment depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

Jusqu'où ira-t-il ?

Si Donald Trump avait promis de mettre un terme à la guerre en Ukraine en un jour, promesse qu'il n'a pas tenue, il n'avait pas mentionné comment. Or, personne ne semble avoir anticipé qu'elle pourrait se faire au détriment de l'Ukraine, dont l'intégrité territoriale et la souveraineté furent violées le 24 février 2022 par la Russie dans un contexte de rapprochement du pays avec l'UE et l'OTAN. L'Ukraine, placée en marge des négociations quand elle ne fait pas les frais d'une joute verbale virant à l'humiliation, semble ainsi traitée comme responsable alors que la Russie de Vladimir Poutine, placé sous le coup d'un mandat d'arrêt international, ressort triomphante d'une guerre qu'elle a provoquée. Une telle complaisance à l'égard de Vladimir Poutine est en outre tout à fait originale. La politique étrangère américaine constitue donc un véritable volte-face comparé à ce à quoi le reste du monde était habitué jusqu'alors.

Européens et Américains, c'est une histoire construite sur fond d'un rejet du modèle soviétique prôné par l'URSS dès la fin de la Seconde guerre mondiale. Le totalitarisme, l'absence de liberté, l'uniformisation des citoyens suscitent alors la défiance d'un Occident qui se veut être la vitrine d'un « monde libre ». Lui n'aurait pas besoin d'« ériger un mur » pour empêcher la fuite de sa population, comme l'affirmait à Berlin le président américain J.F. Kennedy le 26 juin 1963. En même temps, les États-Unis, à travers l'instauration du plan Marshall en 1949 et en poussant à la construction européenne, définissent la ligne qu'ils conserveront des années durant, dans une coopération constante avec les Européens. Les difficultés n'ont pourtant pas manqué et l'opposition de la France face à l'intervention américaine en Irak menée unilatéralement en 2003 en est un bon exemple.

Les réactions que les États occidentaux ont affichées jusqu'à l'arrivée de Donald Trump se sont logiquement inscrites dans le prolongement de celles adoptées dès 2014.

Quoiqu'il en soit, en ce qui concerne la Russie, la cohérence entre Européens et Américains a souvent prévalu. Cette union s'est notamment illustrée à la suite de l'invasion russe de la péninsule ukrainienne de la Crimée en 2014, rattachée à la Russie à la suite d'un référendum largement contesté et à ce jour encore non reconnu par l'ONU.

2024, comme un air de déjà-vu...

Les réactions que les États occidentaux ont affichées jusqu'à l'arrivée de Donald Trump se sont logiquement inscrites dans le prolongement de celles adoptées dès 2014. États-Unis et Europe se coordonnent alors sur des sanctions visant la Russie et notamment le gel d'avoirs russes et ukrainiens (concernant l'Europe) visant les architectes de l'annexion.

C'est un procédé similaire qui a été entrepris depuis 2022, suscitant de nombreux débats sur le bien fondé de telles confiscations, à gauche comme à droite. Il y a 11 ans déjà, l'objectif était aussi l'isolement de la Russie sur la scène internationale. Barack Obama, alors Président des États-Unis, mettait en garde le pays affirmant que « de nouvelles provocations ne feront qu'isoler davantage la Russie et diminuer sa stature dans le monde ». Ce ne fut qu'une question de temps avant qu'un vote au Conseil de Sécurité de l'ONU ne dénonce l'illégalité du référendum en Crimée, et que ne soit ressuscité un G7 issu de l'exclusion de la Russie du G8. Dans sa chronique du 18 mars 2014, Sylvie Kauffmann, journaliste pour Le Monde et spécialiste de l'Amérique du Nord, soulignait que « la crise ukrainienne [a vu] les États-Unis revenir en première ligne en Europe. » Elle décrit notamment une Europe en demande d'un « hard power américain » comme en témoignait la présence d'avions F16 en Pologne. En outre, elle notait déjà un manque « de stratégie commune à l'égard de Moscou » qui aurait affaibli l'UE, y compris en ce qui concerne ses capacités de défenses alors jugées « inadéquates ».

La chroniqueuse établissait déjà les constats aujourd'hui formulés par les dirigeants européens.

Ce parallèle s'observe à propos des sanctions mises en place hier comme aujourd'hui surtout en ce qui concerne le gel des avoirs russes - 200 milliards d'euros dont la saisie serait a priori contraire au droit international. Le monde a aussi été divisé sur le lien à conserver avec le pays entre un soutien chinois timide, un soutien hongrois, serbe ou parfois africain – comme c'est le cas avec l'Erythrée – face au rejet globalement occidental.

Or, les récents événements laissent penser à un véritable bouleversement dans la politique étrangère américaine depuis l'élection de Donald Trump. Le 28 janvier, le président américain a soumis l'idée que les négociations pourraient ne pas impliquer l'Ukraine. Une proposition mise en application le 18 février lorsque Marco Rubio, secrétaire d'État américain, et Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères russe, se sont rencontrés bilatéralement à Riyad en Arabie Saoudite. Entre-temps, le 15 février, Volodymyr Zelensky, le président ukrainien, a annoncé s'opposer à un accord concernant les ressources minières du pays « octroyant aux États-Unis environ 50 % des droits aux minerais de terres rares présents dans les sols ukrainiens ». Peu habitué à une telle défiance, Donald Trump est allé jusqu'à qualifier le président ukrainien de « dictateur sans élection ». En réalité, la Constitution de l'Ukraine ne permet pas la tenue d'élections législatives (Art 83) sous la loi martiale ou un état d'urgence, tandis que les règles mises en œuvre lors de la loi martiale empêchent aussi la tenue d'élections présidentielles. Donald Trump en oublierait presque les pratiques de bourrage d'urnes et autres nombreux dispositifs mis en œuvre par le Kremlin en vue de manipuler les élections russes. Cette complaisance et ce rapprochement se sont particulièrement observés le 23 février à l'ONU, lorsqu'États-Unis et Russie ont tous deux voté pour un texte appelant à la fin de la guerre sans faire mention de l'intégrité territoriale ukrainienne ni de la responsabilité russe dans ce conflit. Peu après, les États-Unis ont créé la stupeur en suspendant l'aide militaire et financière à l'Ukraine le 5 mars, le point de bascule que l'Europe attendait pour prendre conscience de sa dépendance et accroître ses investissements militaires.

Comment analyser ce revirement de la Maison Blanche ?

Au-delà d'une complaisance à l'égard de la Russie, le leader du mouvement MAGA (Make America Great Again) est connu pour son approche transactionnaliste des relations internationales : elle doit passer par un avantage financier pour son pays.

Celle-ci se révèle dans la remise en question de la place américaine dans l'OTAN et du soutien de l'ancienne hyperpuissance à l'Europe ou encore à Taïwan. Ce désengagement à l'égard d'États luttant pour leur souveraineté éclaire les déclarations impérialistes du président américain sur le Groenland, y compris devant le chef de l'OTAN lui-même le 13 mars, quand il n'ironise pas sur le Canada comme 51^e État des États-Unis.

Donald Trump a-t-il d'autres stratégies en tête ? Le rapprochement avec la Russie ne se traduit en effet pas par un rapprochement américain avec la Chine, un des principaux alliés de Vladimir Poutine au moins sur le plan économique. S'agit-il alors pour Donald Trump de diviser pour mieux régner, alors que le retour d'entreprises américaines en Russie paraît de plus en plus plausible ? Ce lien avec la Russie semble se traduire par une politique de l'autruche concernant l'intervention de soldats nord-coréens aux côtés des soldats russes en Ukraine, alors même que Donald Trump et Kim Jong-un avaient amorcé un rapprochement lors de son premier mandat.

Pour l'heure, les dirigeants européens, et particulièrement français et anglais, semblent tirer parti de ce nouvel élan en se présentant comme les futurs garants de la paix sur le sol ukrainien, bien que leur démarche ne suscite pas encore l'adhésion escomptée.

Mais la politique internationale de Trump ne fait pas l'unanimité, comme en témoigne l'affolement des marchés financiers précédant le retour de l'Ukraine aux tables des négociations. Cette dernière bénéficierait ainsi d'un principe de réalité. Le président américain se heurte en effet aux capacités de réponse de pays qu'il a minimisées : le Canada ne compte pas se laisser faire face aux projets toujours inaboutis de d'augmentation des droits de douane américains, lesquels sont aussi contraints par les logiques libérales de marché qu'il défend pourtant farouchement. Le Président américain ne s'attendait sans doute pas non plus à un renforcement des pays européens par le développement de leur industrie militaire et non par un recours à la sienne.

La question de l'Europe reste toutefois en suspens. Alors que sa désunion a par deux fois favorisé les vues expansionnistes du président russe (les mêmes causes produisant les mêmes effets), son sursaut pourrait constituer un précédent important riche en incertitudes. Pour l'heure, les dirigeants européens, et particulièrement français et anglais, semblent tirer parti de ce nouvel élan en se présentant comme les futurs garants de la paix sur le sol ukrainien, bien que leur démarche ne suscite pas encore l'adhésion escomptée. ■

The invisible child soldiers and forced mothers: the dual weaponization of young girls at war

By Laila Sirriyah

*Child soldiers, victims of systematic rape, forced into motherhood to espouse their “domestic duties”...
Young girls in war zones are, all too often, the forgotten and invisible casualties of war.*

When we think of war, we generally envision a male-dominated theatre where aggressive and armed men are immersed in a bloody power struggle. Never does the picture of young girls compelled into horrific acts of violence cross our minds. Yet, they suffer a dual burden in war: as soldiers forced into battle, and as victims of systematic sexual violence and forced motherhood. They are the invisible casualties omitted, whether deliberately or not, from mainstream narratives, while their misery is concealed behind the bulk of traditional narratives portraying men as heroic soldiers sacrificing their lives in the name of honor, patriotism, and victory, whereas women and girls are depicted as the grieving wife and daughter mourning the loss of their husband, father, son, and brother.

In an era where feminism has contributed to significant advancements, it is a tragic irony that young girls in war zones remain unseen, unheard, and stripped of their dignity. How much longer will they endure this harsh reality?

Stolen Childhoods and Forgotten Combatants: Young Girls in the Heart of Battlefields

The use of child soldiers, defined as any person below 18 years of age who is or has been recruited or used by an armed force or armed group in any capacity, constitutes one of the most disturbing trends of contemporary society, with over 300 000 currently active children in state and non-state armies, deployed as soldiers, cooks or spies. They are used to overcome the weak starting point of armed forces and armed groups, including state groups, as far as recruiting, organization, and other state-centered systemic barriers to growth.

Despite its mounting exposure in recent years and the evident need for theoretical development, there

have been few attempts to conceptualize or attach theory to the study of child soldiers. This is even more the case regarding girl soldiers, who are barely acknowledged or noticed, despite constituting about one-tenth to one-third of all child soldiers.

The appalling image of the boy warrior too young to carry a rifle has become a recognizable symbol of contemporary warfare, yet it overlooks the existence of the young girls. The widespread assumption that all child combatants are boys clarifies security literature's neglect of girl soldiers who exist in almost all non-state political armed groups.

While all child soldiers suffer similar inconceivable horrors, the experience of girl soldiers requires greater attention and must be examined individually, as it involves an additional and disturbing gendered burden, one that is physical and psychological. In the Democratic Republic of Congo, for instance, where girls are thrust onto the frontline, their roles vary from day to day as they shift between combat and subjugation. Some choose the frontlines to avoid “domestic duties”, which involve being sexually violated, while others, or the same girls on other days, choose the sexual humiliation to avoid dying in battle. Worst victims are those forced to do both, fighting and killing by day for the military before being subjected to systematic abuse during the evening.

The systematic rape of young girls and women is a regular, central, and brutal feature of contemporary civil conflicts. This prevalence of sexual violence, defined by the United Nations Commission on Human Rights as “any violence, physical or psychological, carried out through sexual means or by targeting sexuality”, can be explained by its employment as a tactic of war, despite constituting a war crime, a crime against humanity or an act of genocide. Instruments to achieve an end (i.e. political objectives), as suggested by Hannah Arendt in *On Violence*, rape and other forms of sexual violence are



A mother and her children walk through a camp for displaced people in Goma, eastern DR Congo / © UNICEF/Jospin Benekire

used as physical and psychological tools to humiliate, demoralize, terrorize, punish, instill shame, destroy targeted populations, and shatter societies. When women, viewed as culture bearers and incubators of future generations, are raped, social cohesion is fractured as they become ostracized for their impurity while men are humiliated for their inability to protect their wives, daughters, and sisters.

In the Democratic Republic of Congo, where rape, forced nudity, sexual enslavement and genital mutilation have reached unprecedented levels, the use of sexual violence in pursuit of desired objectives is more evident than anywhere else. Since the outbreak of the war in 1998, hundreds of thousands of young girls have been tortured and forced into motherhood, while their bodies devolved into battlegrounds. Reports by Human Rights Watch and Amnesty International reveal the unimaginable cruelty being inflicted on young female infants as young as six months, the normalization of gang rapes with an average of 4.5 attackers per victim, and the supplementary acts of torture women and young girls are subjected to prior to, during, and after the crime, which leave them with disfigured bodies and severed mouths and tongues, preventing them from ever sharing their torment. This deliberate terror used to exterminate the communities that these victims belonged to is succeeding, and it must end.

A Call for Recognition, Justice, and Prevention

Silence must break; the invisibility of young girls on

the battlefield and as victims of sexual violence and forced motherhood is no longer an option, and traditional war narratives that have previously failed women and young girls must evolve and change.

As opposed to exclusively emphasizing the sacrifices of male soldiers on the battlefield, as seen in films, such as Sam Mendes' *1917* (2019) or Sir Christopher Nolan's *Dunkirk* (2017), cinema must alter its perspective, challenge dominating narratives, and shed light on the agony these girls endure, as Kim Nguyen flawlessly captures in *War Witch* (2012), which follows the story of a twelve-year old girl in sub-Saharan Africa, who is compelled to live as a child soldier. Similarly, literature should encourage young women to share their stories, as exemplified by Grace Akallo and Faith J. H. McDonnell in *Girl Soldier* (2007), which powerfully recounts Akallo's harrowing real-life experience as a child soldier in the Lord's Resistance Army. Journalism must furthermore expose the dual weaponization of young girls and reveal the truth about the consumption of their bodies and souls by war.

Justice and reparation are essential. Governments and non-governmental organizations must listen to survivors, try to reintegrate them into society, create specific institutions for their protection and recovery, and, to prevent the suffering of these girls from being forgotten or perpetuated, must educate school and university students about these atrocities.

Robbed of their childhoods and scarred for life, the past of these young girls cannot be reversed but their future can be rewritten. ■

Comment les banques financent la destruction de notre avenir avec notre argent ?

Par Grégoire Mauduit

Le secteur bancaire est d'une grande opacité, rarement expliqué, bien souvent incompris, alors qu'il a un impact considérable sur nos vies, notre monde, notre avenir. Explication, évidemment simplifiée donc lacunaire, dans ce bref article.

Comment les banques font-elles tourner l'économie mondiale ?

Les banques jouent un rôle crucial dans le financement de l'économie, en fournissant des prêts aux particuliers et aux entreprises (les financements), et en investissant directement dans des actifs financiers (les investissements). Elles agissent comme des intermédiaires financiers, en collectant l'épargne de leurs clients puis en la prêtant, ou en achetant des titres d'entreprises ou des obligations.

Où vont les allocations des banques aujourd'hui ?

Selon le rapport Banking On Climate Chaos 2024, les 60 plus grandes banques mondiales ont alloué 6 900 milliards de dollars aux entreprises du secteur des énergies fossiles entre 2016 et 2024. En France, l'ONG Oxfam estimait en 2020 que les émissions des six plus grandes banques (par ordre décroissant d'émissions de gaz à effet de serre (GES) : BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole, Groupe Banque Populaire Caisse d'Epargne, Crédit Mutuel, La Banque Postale) avaient atteint sur une année plus de 3,3 milliards de tonnes équivalent CO₂, soit 7,9 fois les émissions territoriales de la France. Ce soutien financier au secteur des énergies fossiles ne diminue pas significativement, voire augmente continuellement pour certaines banques. Les conclusions de l'ONG sont sans équivoque : les grandes banques françaises nous emmènent vers un réchauffement global à +4 °C d'ici 2100.

Vous vous dites que tout va bien parce que votre argent est justement placé dans des fonds d'investissement « verts » ?

Que nenni, car comme le révélait Le Monde et un consortium de journaux européens en novembre 2022, ces fonds ne respectent pas leurs engagements et investissent dans les énergies fossiles !

Quand bien même vous mettriez tout votre cœur à ne plus prendre l'avion, à manger végétarien, à renouveler votre garde-robe en friperie... votre argent à la banque constitue certainement votre premier poste d'émissions de GES ! Selon l'application Rift, basée sur les données de Carbone4, 4 000 € dans une des trois plus grandes banques françaises représentent deux tonnes de CO₂ par an. (Mais gardez quand même vos bonnes résolutions !)

Changer le monde ?

Si l'impact titanesque des banques est actuellement préjudiciable, il pourrait aussi être salvateur si ces investissements massifs étaient dirigés vers la transition écologique.

Selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie de 2014, il faudrait 44 000 milliards de dollars d'ici 2050 pour réaliser la transition énergétique à l'échelle mondiale. Et on y a tout intérêt : en janvier 2025, un rapport britannique d'experts en évaluation, modélisation et gestion des risques à l'Université d'Exeter démontrait que les conséquences du dérèglement climatique pourraient causer jusqu'à 50 % de perte du PIB mondial entre 2070 et 2090. Il vaut donc mieux agir, et vite, car les économistes estiment que le coût des actions futures sera six fois plus élevé que les actions entreprises d'ici 2050 : l'inaction coûtera cher.

L'essentiel à notre échelle, c'est de ne plus laisser ses comptes bancaires (livrets, assurances-vie, comptes-titres...) financer des actifs carbonés.

À l'inverse, plaçons notre argent dans les banques alternatives ! Selon la Stratégie Nationale Bas Carbone, il faudrait investir 50 à 70 milliards d'euros par an pour financer la transition en France. Les Français détiennent 5 000 milliards sur leurs comptes épargnes : les fonds sont là, il suffit de les flécher dans la bonne direction.

Banques éthiques, le nouveau chic

Plusieurs alternatives proposent un modèle de finance éthique, c'est-à-dire privilégiant la recherche du bien commun plutôt que la maximisation des profits. Pour cela, ces banques investissent exclusivement dans des activités à haute valeur sociale et environnementale, en collaborant avec des acteurs partageant leurs visions.

Plusieurs banques françaises se démarquent :

- Les néobanques, qui ont l'avantage de permettre une ouverture de compte extrêmement simple car en ligne : Green-Got, Hélios Banque.
- Les établissements bancaires « classiques », qui offrent un accompagnement en agence et ont pour certaines plus de possibilités : Le Crédit Coopératif, La Banque Postale, La Nef.

Comment agissent-elles ?

Ces banques se servent de notre épargne pour développer des activités qui permettent une décarbonation de notre économie, la préservation des ressources et de la biodiversité, ainsi qu'une société plus juste, à travers l'agriculture durable, la rénovation thermique, les transports bas-carbone, la protection des forêts, le recyclage, le traitement de l'eau, et les énergies renouvelables. Ainsi, elles rendent nos sociétés plus résilientes.

Certaines pratiquent également le don, pour soutenir des projets qui ont pour seule et unique mission la protection de la planète et du vivant. D'habitude les projets sans but lucratif n'ont aucun intérêt pour les banques commerciales puisqu'ils ne seront jamais « rentables » – ce n'est pas leur ambition (la collecte du plastique dans les océans par exemple, ou l'accueil d'animaux d'élevages industriels en refuges).

Vous avez un réel pouvoir ! En changeant de banque, on envoie un signal fort, tout en agissant concrètement pour le climat. Plus il y aura de clients qui quitteront leurs banques, plus elles seront contraintes de réorienter leurs investissements vers des projets durables.

L'essentiel à retenir

Quel est le problème ?

Notre futur est menacé et ce en grande partie à cause des choix d'investissement et de financement des banques, qui plus est avec notre propre argent. Il ne dort pas mais est bel et bien utilisé pour financer, entre autres, le développement des énergies fossiles. Les grandes banques françaises en sont ainsi les premiers financeurs européens, avec plus de 43 milliards d'euros dépensés en 2022.

Que peut la finance pour le climat ?

La finance a deux rôles principaux : participer à la réduction des émissions de GES en désinvestissant des énergies fossiles, et en investissant dans la transition écologique ; et financer l'adaptation au dérèglement climatique pour en limiter les risques et impacts.

Quel est mon pouvoir d'action ?

Vous avez un réel pouvoir ! En changeant de banque, on envoie un signal fort, tout en agissant concrètement pour le climat. Plus il y aura de clients qui quitteront leurs banques, plus elles seront contraintes de réorienter leurs investissements vers des projets durables. Alors n'attendez pas. Transférer tout ou partie de votre argent est en réalité assez simple, mais aura beaucoup d'impact ! Renseignez-vous, changez de banque et faites passer le mot ! ■



Vue du quartier d'affaires de Francfort abritant de nombreuses banques ainsi que la Bourse de Francfort / © Pixabay

Semaine de l'intelligence artificielle à Paris : entre ambition et défis mondiaux

Par Jimmy Hu

En février se réunissaient les grands noms de l'intelligence artificielle (IA) à Paris. L'occasion pour la France de s'affirmer comme un acteur majeur du secteur, entre annonces d'investissements massifs et développement d'entreprises. Cela dit, il en faudra bien plus pour répondre aux nombreux défis et craintes que l'essor de cette technologie suscite.

Le sommet pour l'action sur l'IA a transformé Paris en capitale mondiale de l'intelligence artificielle les 10 et 11 février, réunissant plus de 1 000 invités provenant d'une centaine de pays, y compris des dirigeants nationaux, des représentants d'organisations internationales, des chercheurs scientifiques et des entreprises privées.

Ce grand événement, qui a mis en avant la capitale française, soulève cependant des enjeux cruciaux pour la France et l'Europe. Derrière les discours futuristes et les ambitions optimistes, l'inquiétude du public de l'avènement de l'ère de l'IA et le positionnement vis-à-vis des géants américains et chinois ont fait de la Semaine IA bien plus qu'un simple rassemblement de leaders nationaux et d'entreprises.

L'ambition française : Macron en meneur de l'IA

Pour le président Emmanuel Macron, l'IA reste toujours un sujet de haute importance. Lors de son discours d'ouverture, il a affirmé encore une fois son objectif de faire de la France un leader mondial dans le secteur, en suivant une approche « souveraine et éthique ».

Il a également annoncé la création de « Current AI », une fondation de 400 millions d'euros qui vise à soutenir la mise en place de biens publics liés à l'IA. Cette initiative est déjà soutenue par neuf gouvernements, parmi lesquels la France, l'Allemagne et l'Inde, ainsi que par des entreprises privées telles que Google. Le président a révélé que de nombreux investisseurs se sont engagés à injecter près de 110 milliards d'euros dans le secteur de l'IA de la France. L'énergie nucléaire française pourrait aussi être capitalisée, selon lui, pour alimenter les centres de données, essentiels au développement de l'IA. En parvenant à tout cela, il a insisté sur la nécessité pour

l'Europe de « simplifier la réglementation » pour attirer les investisseurs étrangers et ainsi « se synchroniser avec le reste du monde ».

L'opinion du public français : entre enthousiasmes et craintes

Si le président de la République nourrit de grandes attentes pour l'IA, les Français l'envisagent avec un mélange d'espoir et de méfiance. Selon une enquête récente de l'IFOP, si plus de la moitié des Français considèrent l'IA comme une opportunité précieuse pour l'innovation et la croissance économique, ils sont tout aussi nombreux à en craindre ses conséquences éventuelles sur l'emploi et la vie privée.

Dans les journaux et les chaînes d'information, les réactions ont aussi été diverses. Certains éditorialistes voient cet événement comme un signal fort pour faire avancer l'innovation française, là où d'autres rappellent les obstacles auxquels le pays est confronté.

En particulier, l'IA générative suscite de vives discussions : peut-elle bien renforcer la productivité française dans son ensemble, ou, au contraire, menacer des secteurs entiers de l'économie du pays ?

Le débat sur la régulation et l'éthique a aussi occupé une place centrale dans les discussions publiques autour de la Semaine IA. Les opinions exprimées par les experts divergent : certaines prônent une approche prudente afin d'éviter des dérives désastreuses, comme la surveillance de la masse ou la désinformation, lorsque d'autres croient en la nécessité pour la France d'accélérer son rythme pour ne pas se laisser distancer par la Chine et les États-Unis.

La France à l'épreuve de la concurrence mondiale

Même si la France et son chef d'État s'efforcent de s'affirmer sur la scène internationale de l'IA comme un acteur majeur, avec ses initiatives et startups innovantes telles que Mistral AI, le pays a besoin de relever des défis considérables pour concurrencer les géants américains et chinois de l'IA.

Actuellement, ce sont les États-Unis et la Chine qui dominent le secteur de l'IA, et ces deux pays ont suivi des chemins différents dans leur quête. Aux États-Unis, le domaine de l'IA est dominé par des entreprises privées très puissantes comme OpenAI, soutenues indirectement par l'État. La Chine, avec des acteurs tels que DeepSeek, a fait de l'IA une priorité nationale, avec des investissements massifs venant du gouvernement national.

Il est aussi nécessaire pour la France d'attirer et de retenir les talents en collaboration avec les autres pays européens pour maintenir la compétitivité.

Face à ces deux géants aux approches opposées, l'UE cherche à tracer sa propre voie en adoptant une stratégie équilibrée.

Elle a récemment adopté l'Artificial Intelligence Act, la première réglementation à grande échelle sur l'IA au monde qui vise à encadrer les utilisations à risque tout en stimulant l'innovation. Cette approche diffère radicalement des stratégies américaine et chinoise, proposant une troisième voie mondiale qui conjugue régulation et innovation.

Peut-elle véritablement rivaliser avec ces géants à l'Ouest et à l'Est ? Pour certains analystes, la réponse réside toujours dans une coopération européenne renforcée. Les investissements stratégiques favorisant la collaboration internationale et l'établissement d'infrastructures communes à l'échelle européenne devraient être intensifiés afin que les souhaits de monsieur Macron pour la France et l'Europe soient concrétisés.

Les levées de fonds obtenues grâce aux efforts du président Macron sont impressionnantes, mais les entreprises et les startups françaises doivent attirer davantage de capitaux pour soutenir leur croissance. Il est aussi nécessaire pour la France d'attirer et de retenir les talents en collaboration avec les autres pays européens pour maintenir la compétitivité européenne.

De plus, pour être en phase avec les buts de l'UE en matière de réglementation, il faut que la France trouve un équilibre délicat entre protection et environnement favorable à l'innovation.

Une stratégie cohérente entre la France et l'Europe, ainsi qu'un engagement soutenu des deux, sont indispensables pour se mettre à la hauteur de la concurrence internationale.

Quel avenir pour l'IA en France ?

L'intelligence artificielle est et restera un levier économique très puissant pour la France. Néanmoins, les défis éthiques et sécuritaires ne devraient pas être ignorés. La Semaine IA de Paris a confirmé de nouveau l'importance d'un écosystème mondial à la fois collaboratif et compétitif.

En promouvant son ambition technologique, la France s'efforce de s'imposer comme un acteur clé de l'IA sur la scène internationale. Cependant, des défis demeurent : attirer davantage d'investissements, renforcer l'environnement mondial de l'IA, et fédérer une opinion publique encore hésitante. Reste à savoir si la France saura matérialiser cette ambition en une puissance dans le secteur, capable d'apporter des changements majeurs tout en préservant son indépendance et ses valeurs. ■



Image d'illustration / © Pixabay

L'épanouissement du Gaullisme pour une nouvelle Europe

Par Thomas Knight

Face au chaos géopolitique qui frappe l'Europe et le monde, le vieux continent est appelé à - enfin - prendre en charge son destin. Et si, contre toute attente, c'est du gaullisme qu'il faudrait s'inspirer pour retrouver une unité européenne et aller de l'avant ?

« **L**a crise européenne », voilà le résumé par Radio France de la vague des menaces sécuritaires qui retentit à l'est et, maintenant depuis le début de la seconde présidence de Trump, de l'autre côté de l'Atlantique. L'invasion russe de l'Ukraine a commencé à un moment où les États-Unis ne cherchaient pas à bouleverser l'ordre libéral mondial. Elle n'avait alors pas donné lieu à la réponse que l'on constate aujourd'hui de la part des pays européens : les dépenses militaires les plus grandes dans l'histoire de l'Allemagne et la proposition de la Commission européenne de mobiliser 800 milliards d'euros pour la défense de l'UE, par exemple.

Toutefois, l'abandon par le président américain de son poste de doyen du monde libre n'a pas entraîné qu'une réaction budgétaire. À l'échelle politique, on perçoit un changement inédit qui débouche sur un rassemblement européen, à l'opposé de la « vassalisation heureuse », comme en témoigne l'appel pour une Europe sans lien militaire avec les États-Unis par le chancelier allemand Mertz. Sans oublier le promoteur de la sécurité militaire européenne depuis longtemps, la France : l'allocution d'Emmanuel Macron le 6 mars relevait, si l'on peut emprunter l'expression au Général de Gaulle, d'« une certaine idée de la France » qui prend les rênes de sa défense et son économie. À Strasbourg, dès le début du mois de mars, les eurodéputés ont presque unanimement pris un virage à 180 degrés, se distançant de l'outre-Atlantique au profit d'un nouveau gaullisme continental.

Au regard de l'actualité, le gaullisme, cette idéologie jusqu'ici circonscrite à la France, et l'intégration européenne sont-ils aussi antagonistes qu'ils peuvent paraître au premier abord ? Les positions des pays européens font résonner un grand « non ».

La France, avec l'industrie militaire la plus aboutie en Europe et son histoire de résistance, doit prendre l'initiative en aidant à réimaginer le gaullisme pour un continent intégré militairement, qui puisse se maîtriser dans un monde sans maître.

Le gaullisme français d'hier

Tout s'explique dans le nom : le gaullisme vient de la pensée et surtout de l'action du Général lorsqu'il menait la France libre vers la victoire contre les forces nazies. Ébranlé par la mollesse du Parlement et ses commissions qui étaient au comble du désordre en 1939, il déplore la perte d'un goût de l'action parmi les ministres face à la ruine provenant de l'« inconsistance de pouvoir qui s'étalait en ce domaine », comme il l'explique dans ses *Mémoires de guerre*.

Cependant, son plan d'action ne pouvait prendre forme qu'après la capitulation française face aux forces nazies. C'est là que s'ouvre l'opportunité pour un homme, « l'homme de caractère », de redresser l'état des âmes et des esprits français, de rassembler et regrouper le pays et de le remettre sur la bonne voie de l'indépendance et de la victoire. De Gaulle a eu son moment de gloire. Il a attisé, tel le taon socratique, le peuple de sa patrie pour réveiller l'âme du pays, avant la fondation d'un nouveau régime et un nouveau futur pour l'Europe.

Le moteur de ce soulèvement gigantesque est pour de Gaulle la gestion logistique des forces terrestres, maritimes et aériennes. Une politique qui retrouve son esprit collectif pour agir ne doit pas être encombrée par un militaire qui ne réussit pas à agir à pleine capacité. C'est-à-dire que l'alimentation de l'armée par le dirigisme économique et l'indépendance des chaînes d'approvisionnement valent mieux que les armistices ou bien les traités de paix. Ces derniers, si conduits avec les ennemis dont les motifs sont suspects, n'aboutissent à rien sauf l'asservissement, dès le moment où l'adversaire se venge.

En revanche, dans son appel du 18 juin, de Gaulle nous rappelle que « la France n'est pas seule ! ». Il valorise les alliances entre pays amis, la coopération franco-anglaise en tête. Sans eux, le Général ne pouvait rien faire de mieux que de capituler.



Le général Charles de Gaulle au micro de la BBC à Londres, 1941. Auteur inconnu, BBC

Le gaullisme continental de demain

Le nouveau phénomène qui saisit les députés, les citoyens, et les grands dirigeants du continent se trouve enraciné dans le patriotisme et la solidarité liés au mode de fonctionnement militaire et politique – on pourrait même dire spirituelle – qui menait la France vers la victoire dans la Seconde Guerre mondiale.

Le champ d'action s'épanouit déjà à l'échelle continentale. Certes, comme nous l'avons vu, les hommes d'État et les eurodéputés se mobilisent pour l'indépendance militaire européenne. Mais ne serait-ce pas le gaullisme sans de Gaulle ? Et qui de mieux que le président de la République créée par le Général lui-même pour incarner ce gaullisme ? Emmanuel Macron nous a déjà transmis ses pensées

gaullistes sur le sujet. Dans son adresse aux Français du 6 mars 2025, il invoque « une certaine idée de l'humanisme », évidemment portée par une France prête à la défense des valeurs libérales européennes menacées de toutes parts. De plus, les alliés d'outre-Atlantique, comme le Canada, sont prêts à tisser des liens militaires avec une Europe qui monte en puissance.

Le gaullisme est né dans un moment de crise sécuritaire. Maintenant, il renaît dans son habitat naturel. Animé par nécessité, rivé par l'amour pour ses valeurs, soutenu par des alliés, et conduit par un leader militaire, c'est le gaullisme qui s'épanouit à travers l'échiquier politique du continent. Puisque le peu qui reste du monde libre n'oserait pas commettre les mêmes erreurs cette fois-ci. C'est le seul choix qui, comme stratégie politique, économique, et militaire après l'effondrement de la coopération avec l'Ukraine, peut renouveler l'Europe. ■

Avec le soutien financier de :



LAPENICHE.SCP0



Rejoignez-nous !

<https://www.lapeniche.net/>